

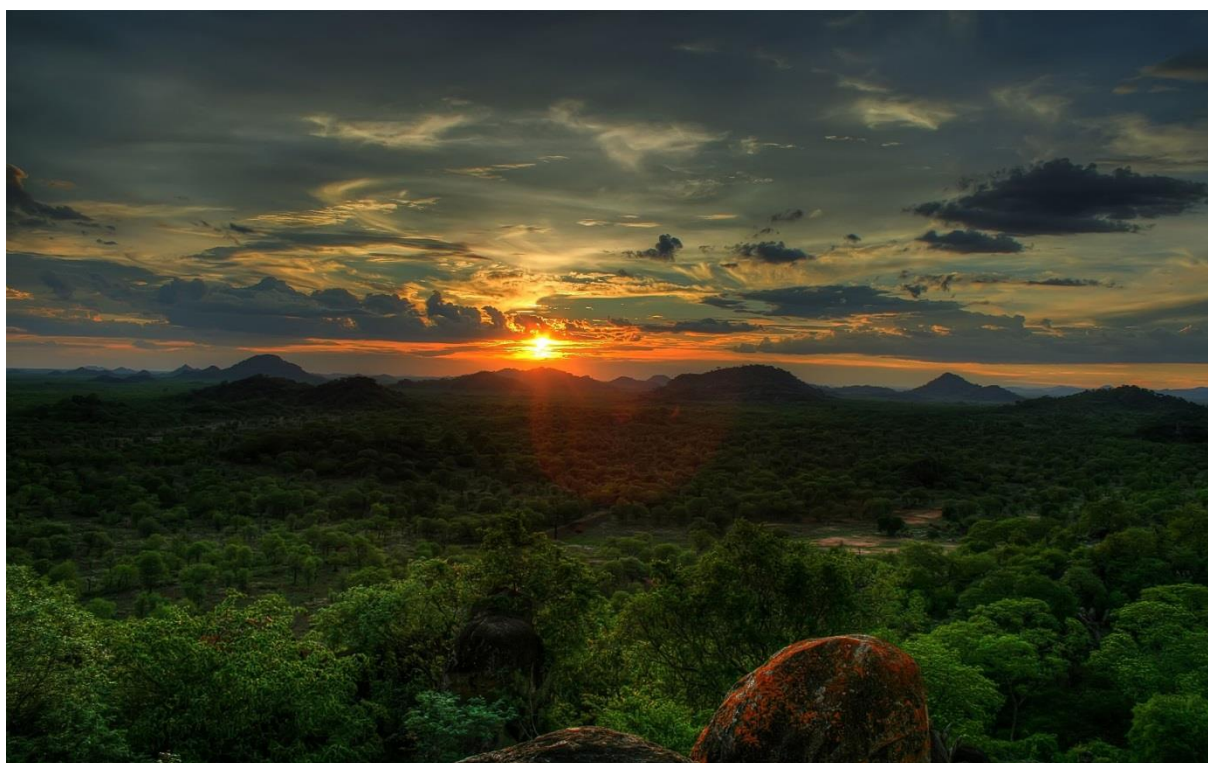
UN-REDD PROGRAMME



Echange régional Sud-Sud - Afrique

« Développer les stratégies nationales REDD+ »

Expériences - Analyses - Discussions



Nairobi - Kenya

14 et 15 octobre 2014

Sur l'invitation de: Nardos Bekele-Thomas (Nations Unies) et Alfred Gichu (Kenya).

Coordination: Fabien Monteils (ONU-REDD).

Organisation et équipe éditoriale (ONU-REDD): Elsie Attafuah, Estelle Fach, Koji Fukuda, Josep Garí, Suzannah Goss, Bruno Hugel, Ela Ionescu, Charlotte Jourdain, Danae Maniatis, Ivo Mulder, Thais Narciso, Daniel Pouakouyou, Lisen Runsten et Joel Scriven.

Contributeurs: Fiacre Codjo Ahononga (Bénin), Igor Tola Kogadou (République Centrafricaine), Mikael Abakar Ibrahim (Tchad), Lucien Manan Dja (Côte d'Ivoire), Domingo Mbomio Ngomo (Guinée Equatoriale), Yitebitu Moges Abebe (Ethiopie), Jacques Mouloungou (Gabon), Victor Caperuto (Guinée Bissau), Alfred Gichu (Kenya), Mamitiana Andriamanjato (Madagascar), Stella Funsani Gama and Yoel Kirschner (Malawi), Khalid Cherki (Maroc), Salisu Dahiru and Odhiga Odhiga (Nigéria), Hollande Nziendolo and Gisèle Loubila (République du Congo), Jaden Tongun Emilio Wani (Sud Soudan), Fathi Ismail Omer Mohamed (Soudan), Evarist Nderinyanga Nashanda (Tanzanie), Edjidomélé Richard Gbadoé (Togo), Xavier Mugumya (Ouganda), Deuteronomy Kasaro (Zambie), Chemist Gumbie (Zimbabwe), Joseph Itongwa (REPALEAC, RDC), Edwin Eyang Usang (NGO Coalition for the Environment, Nigéria) and Lekumok Lemeria Kironyi (CORDS, Tanzanie).

Remerciements spéciaux à Mirey Atallah (ONU-REDD), Tim Christophersen (PNUE), María del Carmen García Espinosa (Equateur), Maria-Threase Keating (PNUD) et Jaime Severino Romo (Mexique).

Le 14 et 15 octobre 2014, 24 points focaux REDD+, coordinateurs, conseillers ou représentants (dont trois femmes) issus de 21 pays REDD+ en Afrique se sont réunis à l'Office des Nations Unies à Nairobi, Kenya, afin de partager leurs expériences, de dialoguer et de renforcer de manière conjointe leurs capacités pour le développement des stratégies nationales de la REDD+.

L'équipe du Programme ONU-REDD Afrique et des experts mondiaux ont facilité cet échange d'expériences Sud-Sud. Ils ont inclut des vidéoconférences avec des leaders REDD+ des gouvernements de l'Equateur et du Mexique, ainsi que la participation des observateurs de la société civile, des peuples autochtones et de pays partenaires du programme ONU-REDD.

Les objectifs de l'atelier étaient les suivants :

- Offrir une opportunité d'apprentissage et d'échange d'expériences entre les pays sur le développement des stratégies ou des plans d'action nationaux de la REDD+.
- Encourager et mettre en évidence les enseignements tirés et les meilleures pratiques concernant le développement des stratégies ou plans d'action nationaux de la REDD+.
- Partager l'information et promouvoir la compréhension des aspects techniques, juridiques, institutionnels, opérationnels et financiers sur lesquels les pays sont en train de travailler, afin de donner des orientations et de prendre des décisions éclairées concernant le développement de leurs stratégies ou plans d'action nationaux de la REDD+.
- Aider les pays à identifier des actions spécifiques qu'ils peuvent mener afin de développer leurs stratégies ou plans d'action nationaux, en prenant en compte les Accords de Cancun, le Cadre de Varsovie sur la REDD+ et les expériences des pays REDD+.

L'équipe du programme ONU-REDD a consolidé l'essence des résultats et des discussions cités dans le présent rapport en ayant comme but de faire progresser la compréhension et d'aider les décideurs et les parties prenantes dans les pays à :

1. Identifier des composantes importantes pour leurs stratégies ou plans d'actions nationaux. En particulier la façon dont ils sont liés à d'autres composantes de préparation de la REDD+ ;
2. Comprendre les défis clés et suggérer des approches afin de les relever en capitalisant sur les expériences des pays pionniers ;
3. Visualiser des approches pour assembler les composantes et dessiner une feuille de route pour le développement des stratégies.

Les présentations et autres supports partagés pendant l'atelier sont disponibles sur le [site de travail de l'ONU-REDD](#).



Résumé analytique - Messages clés des participants

L'atelier régional sur les stratégies REDD+ a réuni des représentants de 21 pays africains ainsi que des experts de la société civile, des peuples autochtones et des partenaires internationaux. La rencontre organisée sous les auspices de l'ONU-REDD, visait à partager les expériences et enseignements sur l'élaboration des stratégies nationales REDD+, un prérequis pour mettre en œuvre REDD+ sous la Convention Climat de l'ONU (CCNUCC). L'atelier a promu une méthodologie de gestion des connaissances (KM) et l'esprit de coopération Sud-Sud. Il a aussi permis de renforcer la communauté de pratique autour de REDD+ en Afrique.

En Afrique, peu de pays ont déjà préparé leur stratégie nationale REDD+, bien que plusieurs y travaillent à différents degrés d'avancement. L'élaboration de la stratégie est un effort utile pour fédérer les parties prenantes, les expériences et les actions autour d'une vision du développement durable et les objectifs REDD+. Une stratégie nationale REDD+ permet aux pays de fusionner leur travail analytique, le fruit des consultations des parties prenantes et les dialogues de politique, leur vision nationale et le champ d'action qu'ils envisagent pour REDD+. La stratégie nationale REDD+ est donc un instrument pertinent pour que les pays orchestrent leurs différentes politiques, actions et parties prenantes vers des objectifs communs en matière de REDD+ et d'économie verte.

Néanmoins, les pays ont souligné que les engagements financiers de la communauté internationale pour soutenir les réformes et les investissements promus par les stratégies REDD+ ne sont pas encore disponibles, ce qui menace la crédibilité de leurs efforts de préparation, et entrave la mise en œuvre même de ces stratégies. Il est recommandé d'anticiper et de mobiliser des ressources financières pour assurer la transition entre la finalisation de la stratégie nationale REDD+ et la mise en œuvre effective de REDD+. Le manque de financement pour les pays pionniers pourrait décourager les pays qui avancent désormais dans le processus d'élaboration de leur stratégie nationale REDD+. Les pays risqueraient ainsi de se tourner uniquement vers des projets pilotes et des programmes orientés vers des crédits carbone pour le marché volontaire, et ainsi saper le potentiel d'un système réellement national, ainsi que les engagements nationaux et les réformes de politique requises pour permettre le succès de REDD+.

L'atelier a permis d'identifier des tendances communes en Afrique sur la façon de construire les stratégies nationales REDD+. En particulier, les pays ont souligné l'importance de mettre en place des équipes dédiées pour mener et coordonner les travaux REDD+. Un travail analytique approfondi est nécessaire pour bien comprendre les causes de la déforestation, évaluer les rôles et bénéfices liés aux forêts, ou encore le potentiel de reforestation, entre autre choses. Ce travail révèle d'ailleurs comment les options pour REDD+ se situent parfois hors de la forêt, sur des questions comme l'agriculture, l'aménagement du territoire et l'économie verte, et pose ainsi les bases d'un travail multi-acteur robuste et de partenariats innovants. La mise en place de plates-formes multi-acteurs et cross-sectoriels contribue ainsi à assurer la participation active et l'engagement véritable des différentes parties prenantes qui détermineront le succès ou l'échec du processus. Il est aussi crucial de définir dès le début une vision nationale REDD+ pour cadrer et guider le processus, et l'ancrer dans les priorités et le processus de développement national. Une session de jeu de rôle a éclairé les participants sur la façon dont les parties prenantes partent de perceptions divergentes, et sur des approches pour les fédérer autour d'objectifs REDD+ communs. Bien que les ministères en charge de

l'environnement, des forêts ou des ressources naturelles sont en général les champions de REDD+ en Afrique, le succès n'est possible qu'à condition que des ministères plus puissants et transversaux adoptent REDD+, comme ceux en charge des finances ou du plan, voire la Primature.

L'atelier a souligné que les pays doivent adapter leur travail stratégique à leurs conditions spécifiques, leur niveau d'ambition, et autour d'objectifs réalistes. Les pays, et notamment leurs leaders politiques, doivent pouvoir répondre rapidement à la question « *pourquoi faire REDD+* » ? A travers cette question, ils vont pouvoir élaborer une vision nationale pour REDD+ dans laquelle la stratégie pourra s'enraciner. De plus, les pays sont confrontés à la question de leur niveau d'ambition, ce que le travail analytique et le dialogue de politique contribueront à affiner. Ainsi certains pays optent pour des politiques complètes et fortement transformationnelles pour REDD+, alors que d'autres se focalisent sur des options stratégiques ciblées ou des régions pilotes, ou simplement sur des actions ciblées pour accéder à la finance climat internationale. Dans tous les cas, les pays s'accordent sur le fait que REDD+ n'est pas la panacée pour résoudre tous les défis du développement. Il peut toutefois être un facilitateur et un catalyseur pour renforcer les dynamiques associées au développement durable.

Au cours des discussions, différentes problématiques ont émergé sur les stratégies REDD+, et l'ONU-REDD est sollicité pour fournir des conseils. Les pays se demandent par exemple comment mieux utiliser leur travail sur les niveaux de référence (un autre prérequis du Cadre de Varsovie de 2013 sous la CCNUCC) pour leur processus stratégique. Ces connections peuvent être mutuellement enrichissantes pour les deux chantiers. La Zambie est pionnière en la matière dans la région. L'échelle des stratégies a aussi été abordée, le Nigéria expliquant par exemple comment il travaille en parallèle avec le niveau fédéral et avec un état leader dans la préparation sous-nationale pour servir de démonstration. Il a aussi été question de l'articulation entre les projets et programmes de réduction d'émissions locaux et le travail stratégique national, un défi additionnel qui requiert à la fois un appui international et des solutions spécifiques aux contextes nationaux.

Les participants ont évalué l'hypothèse qu'en matière d'élaboration de la stratégie nationale REDD+, la qualité du produit et la qualité du processus sont d'égale importance. Concernant le produit, le document de stratégie, il doit présenter la vision du pays en matière de REDD+ et son articulation avec le développement national, proposer un chemin crédible vers les résultats pour mobiliser les parties prenantes et attirer les financements, et indiquer les types d'instruments et d'arrangements institutionnels qui seront déployés pour assurer que REDD+ est gouverné suivant les meilleures pratiques environnementales, sociales et institutionnelles. Concernant le processus d'élaboration, il offre l'occasion de construire simultanément différents partenariats nécessaires à la mise en œuvre future, y compris l'engagement politique à haut niveau et la mobilisation locale. En somme, le processus autant que le produit obligent les pays à réfléchir à trois questions structurantes :

- Pourquoi ? Il s'agit d'élaborer la vision nationale pour REDD+ et l'inscrire dans l'agenda du développement national au sens large. Les efforts pour répondre à cette question constituent ainsi le « business case » de REDD+, et assurent sa crédibilité et sa capacité à susciter l'intérêt de multiples parties prenantes. Le « *pourquoi* » force à considérer comment ancrer REDD+ dans les différents processus de planification sectoriels et transversaux, de l'agriculture à l'aménagement du territoire, du cadrage de l'économie verte aux réponses aux défis associés aux modes de vie sur terrain.

- Quoi ? Les pays doivent décider ce qu'ils veulent faire pour atteindre REDD+, particulièrement en termes de politiques et mesures susceptibles de déboucher sur des résultats REDD+ tangibles. Ces choix doivent être construits sagement en tenant compte du travail analytique, des parties prenantes et des engagements politiques. Des critères comme le niveau d'ambition, la faisabilité, le pragmatisme et les impacts sont importants. Le résultat est un ensemble de réformes de politique, d'activités de renforcement des capacités, d'investissements sur terrain et d'actions basées sur les résultats.
- Comment ? La question renvoie aux approches et arrangements spécifiques qui doivent soutenir une mise en œuvre fluide et qualitative des politiques et mesures proposées. Cela inclut les critères opérationnels pour sélectionner des actions prioritaires, le cadre institutionnel et de gouvernance, les arrangements en matière de suivi, les options pour financer REDD+ et les mesures de sauvegardes sociales et environnementales, entre autres.

Dans son ensemble, le processus d'élaboration d'une stratégie nationale REDD+ peut prendre de deux à trois années de travail et de consultations. Il est nécessaire d'y consacrer un temps raisonnable, d'autant plus qu'en Afrique l'exercice est particulièrement pertinent pour regrouper et harmoniser les différents éléments requis par la CCNUCC. Les efforts autour de l'élaboration de cette stratégie sont aussi essentiels pour bâtir progressivement les partenariats institutionnels et entre les parties prenantes. A l'inverse, la rédaction elle-même du document de stratégie peut-être une activité plus simple et directe, dans la mesure où la vision nationale, les options stratégiques, le cadre analytique et le dialogue entre les parties prenantes et au niveau politique ont bien été menés. Les échanges ont révélé que les stratégies nationales devraient avoir une portée d'une vingtaine d'années ou plus, et être traduites en plans d'investissements et de réformes politiques à plus court terme. Cela se marie bien avec le développement de politiques à long terme que connaît la région actuellement. En même temps, les participants ont observé que les accords sous la CCNUCC autorisent une approche par étape de REDD+, particulièrement pertinente en Afrique pour permettre d'adopter une démarche pragmatique : par exemple une première stratégie peut se focaliser sur différents éléments et activités spécifiques pendant que les capacités nationales, les institutions et les approches s'améliorent avec le temps et enrichissent à nouveau la stratégie de manière itérative.

Finalement, les pays ont discuté de manière ouverte sur le rôle de l'ONU-REDD pour appuyer et améliorer les efforts nationaux vers les stratégies et politiques REDD+. Ils apprécient la contribution du programme aux vastes travaux d'analyses préparatoires et d'engagement des parties prenantes nécessaires à la préparation à REDD+. Ils soulignent que l'ONU-REDD a appuyé la conscientisation, la construction « massive » des capacités nationales et de la connaissance REDD+, en partageant les bonnes pratiques pour engager les parties prenantes et encourager les dynamiques réellement intersectorielles. Les pays reconnaissent aussi le large éventail de méthodes d'analyse et d'approches techniques fournies par l'ONU-REDD, même si elles ne sont pas toujours idéalement transposables aux pays. Parallèlement, les pays ont identifié des sujets sur lesquels l'ONU-REDD n'a pas véritablement aidé et sur lesquels le programme devrait progresser. Ainsi, les pays expriment des préoccupations quant à la prolifération d'activités par les agences du programme, parfois de manière déconnectées, et éloignées d'une approche commune et cohérente « One UN ». Certains pays se plaignent aussi des délais auxquels ils font face pour démarrer les projets et utiliser les fonds disponibles auprès de l'ONU-REDD. L'approche d'appui du programme, bien que de bonne foi pour

faire progresser les pays, peut aussi parfois fragiliser le sentiment d'appropriation nationale. A l'avenir les participants suggèrent que l'ONU-REDD fournisse un appui plus ciblé. Dans ce sens l'appui prioritaire à la construction des stratégies nationales REDD+ paraît pertinent puisqu'il permet aussi de mettre en cohérence les parties prenantes, les actions et les institutions en donnant un sens commun aux divers chantiers techniques. Les pays souhaitent aussi que les outils et orientations proposés par le programme soit fournis de manière plus adaptée à la lumière des circonstances et besoins nationaux.

En évaluant l'atelier, les pays ont exprimé leur satisfaction pour cette opportunité d'apprentissage et de partage des connaissances. Les pays ont souligné que l'ONU-REDD est un partenaire privilégié de la région pour le renforcement des capacités et des connaissances nationales en matière de REDD+, et l'accompagnement vers la mise en œuvre de REDD+ sous la CCNUCC. Ils ont apprécié le rôle de l'ONU-REDD dans l'apport de conseils techniques et politiques de qualité sur la construction de systèmes REDD+ à la fois adaptés aux conditions locales et conformes aux standards internationaux.

Au final, les pays ont souhaité que l'ONU-REDD leur offre davantage d'occasions d'accéder et d'échanger ainsi leur savoir et leurs bonnes pratiques, dans un dialogue Sud-Sud, afin qu'une véritable communauté de pratique REDD+ se renforce en Afrique, à l'heure où de nombreux autres pays souhaitent s'engager dans l'élaboration de leur stratégie nationale REDD+ et des politiques et instruments associés.

SEANCE D'OUVERTURE	11
<u>1- SEANCE 1 : EXPERIENCES ET LEÇONS TIREES DU DEVELOPPEMENT DES STRATEGIES NATIONALES REDD+ EN AFRIQUE</u>	12
1.1 CAS #1 : ZAMBIE	12
1.2 CAS #2 : TANZANIE	13
1.3 CAS #3 : REPUBLIQUE DU CONGO	14
1.4 CAS #4 : REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO	15
1.5 DISCUSSIONS	17
1.6 CONCLUSIONS	20
<u>2- SEANCE 2 : RASSEMBLER LES ELEMENTS : COMMENT LE PROGRAMME ONU-REDD SOUTIENT LES PAYS POUR DEVELOPPER DES STRATEGIES NATIONALES REDD+ CONFORMEMENT AU CADRE DE LA CCNUCC</u>	21
2.1 CONTEXTE	21
2.2 LA PERSPECTIVE DU PROGRAMME ONU-REDD : PARTAGER DES EXPERIENCES SUR LA MANIERE DONT LE SOUTIEN ALIMENTE LA CONCEPTION DES STRATEGIES NATIONALES DE LA REDD+	21
2.3 DISCUSSION	24
2.4 RETOUR DES PAYS : PEUT-ON AMELIORER CE QUI A BIEN OU MAL MARCHE ?	26
<u>3- SEANCE 3 : EXPERIENCES ET LEÇONS TIREES DU DEVELOPPEMENT DES STRATEGIES NATIONALES DE LA REDD+ EN AMERIQUE LATINE</u>	28
3.1 INTRODUCTION	28
3.2 L'EXPERIENCE DU MEXIQUE	28
3.3 ENSEIGNEMENTS TIREES DE L'ECHANGE SUD-SUD DE L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAÏBES SUR LA CONCEPTION DES STRATEGIES NATIONALES DE LA REDD+, QUITO, AOUT 2014	30
3.4 L'EXPERIENCE DE L'EQUATEUR	33
3.5 DISCUSSIONS	35
<u>4- SEANCE 4 : EXERCICE DE JEU DE ROLES : ETABLIR LA PORTEE DES PROBLEMES ET DES BESOINS DANS LA CONCEPTION DE LA STRATEGIE REDD+</u>	38
<u>5- SEANCE 5 : GESTION DES CONNAISSANCES ET COMMUNICATION : COMMENT SOUTENIR LA CONCEPTION DES STRATEGIES REDD+</u>	41
5.1 SEANCE DE CONCLUSIONS	44
ANNEXE 1 - AGENDA	47
ANNEXE 2 - METHODOLOGIE DE LA GESTION DES CONNAISSANCES	49
ANNEXE 3 -CONSIGNES POUR L'EXERCICE DE JEU DE ROLES	51
ANNEXE 4 - LISTE DES PARTICIPANTS	57
ANNEXE 5 - RAPPORTS DES GROUPES DE LA SEANCE 4	58
RAPPORT DU GROUPE ANGLOPHONE	58
RAPPORT DU GROUPE FRANCOPHONE	59
ANNEXE 6 – EVALUATION DE L'ATELIER	60

Séance d'ouverture

Introduction et facilitation par Mr. Josep Gari, coordinateur régional du PNUD / ONU-REDD.

Mme. Maria-Threase Keating, Directrice du Bureau Pays du PNUD au Kenya, a inauguré l'échange Sud-Sud en mettant l'accent sur les efforts des 26 pays partenaires du Programme ONU-REDD en Afrique, ainsi que sur le désir du Programme ONU-REDD d'étendre la portée de ses activités afin de les soutenir dans la conception des stratégies nationales REDD+. Mme Keating a reconnu les différentes vitesses auxquelles les pays progressent, et a mentionné le soutien « sur mesure » qu'offre le Programme ONU-REDD. L'importance de la gouvernance au Kenya, a ajouté Mme. Keating, a été démontrée ces dernières années, avec le rôle que les Nations Unies peuvent jouer dans le soutien du développement et de la mise en œuvre des politiques, notamment avec son travail émergent sur les industries extractives. Elle a souhaité aux participants un échange fructueux en apprentissage, que les expériences soient bonnes ou mauvaises. Madame Keating a ensuite mis l'accent sur les changements récents sur les règles du bureau pays des Nations Unies au Kenya qui ont été développées afin de renforcer la Coopération Sud-Sud.

Mr. Alfred Gichu, Coordonnateur national REDD+ et point focal au Ministère de l'environnement, de l'eau et des ressources naturelles du Kenya, a accueilli les participants et leur a rappelé que, en tant que points focaux nationaux REDD+ et négociateurs REDD+, ils sont responsables de guider le développement d'une stratégie nationale REDD+, des niveaux d'émission de référence, des systèmes de suivi forestier, des garanties, des mécanismes de réclamation, des systèmes de partage transparent des bénéfices et des droits sur le carbone. Tous ces sujets, a mentionné Mr. Gichu, doivent à présent être discutés en détail dans les pays. Il a poursuivi en disant que le Programme ONU-REDD et le FCPF sont en train de soutenir les pays pour qu'ils atteignent les standards établis au niveau international et que la coopération Sud-Sud est indispensable pour ceci. Mr. Gichu a invité les points focaux nationaux REDD+ à partager et à apprendre les uns des autres; malgré les écarts en termes de niveaux d'avancement de la préparation.

Après une séance d'auto présentation de la part des participants, Mr. Josep Gari a souligné l'esprit de coopération Sud-Sud et l'objectif d'identifier et d'explorer ensemble les sujets clés pour développer les stratégies nationales REDD+.

Mme. Ela Ionescu, Spécialiste de la gestion des connaissances (KM) pour le Programme ONU-REDD en Afrique, a ensuite guidé les participants à travers une méthodologie participative et interactive que l'échange Sud-Sud souhaite offrir afin de transformer les idées en actions pratiques adaptées aux contextes nationaux (voir la méthodologie complète à l'Annexe 2), et de créer des liens entre les « besoins d'apprentissage des pays » et les « expériences à partager des pays ».



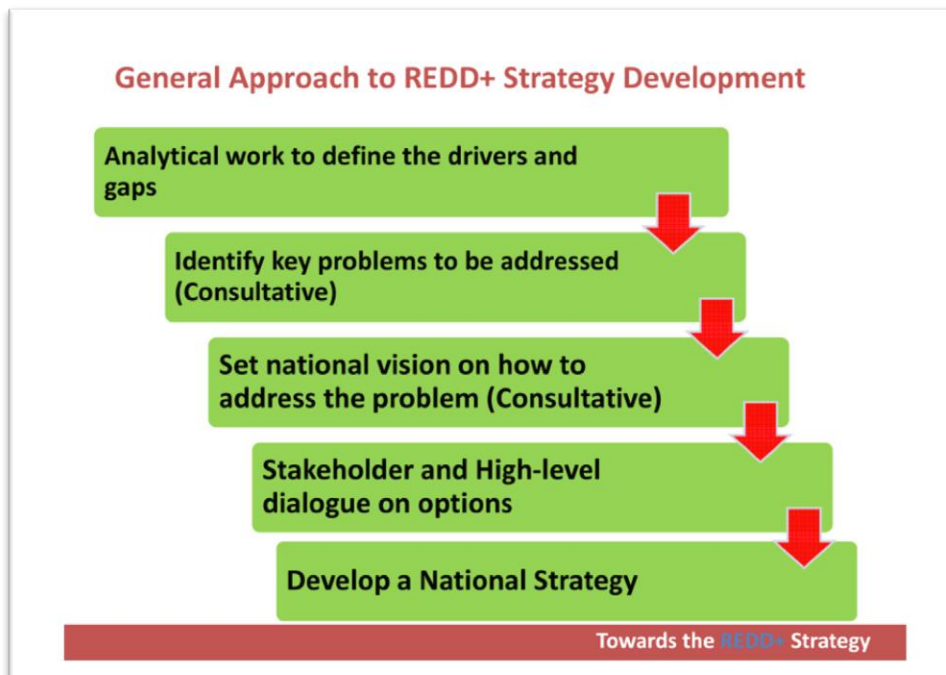
1 Séance 1 : Expériences et leçons tirées du développement des stratégies nationales REDD+ en Afrique

En tant que modérateur de la séance et coordinatrice du Programme ONU-REDD du programme national en Zambie, Mme. Elsie Attafuah a présenté les objectifs de la séance avec les quatre conférenciers suivants :

- Mr. Deuteronomy Kasaro (Coordinateur national REDD+, Zambie)
- Mr. Evariste Nashanda (Coordinateur national REDD+, Tanzanie)
- Mr. Hollande Nziendolo (Point focal REDD+ pour Likuala, République du Congo)
- Mr. Josep Gari, responsable du rapport sur l'expérience en RDC

1.1 Cas #1 : Zambie

Mr. Kasaro a présenté le contexte de la Zambie, les opportunités et les défis pour la REDD+, les quatre conditions de la REDD+ décidées par la communauté internationale sous la CCNUCC, et l'approche générale de la Zambie pour développer sa stratégie nationale REDD+.



Ensuite, le coordinateur national a attiré l'attention sur quatre priorités principales et facteurs de succès au long du processus de consultation :

1. Définir une forte vision nationale afin de guider la stratégie : aligner la REDD+ avec la vision nationale, tout en assurant une coordination et une direction unique lors de la construction, en capitalisant sur les institutions déjà existantes et en rattachant le processus de préparation de la stratégie à l'harmonisation des différentes composantes de la préparation à REDD+.
2. Faire le lien entre les questions et consolider les parties analytiques : La Zambie a publié un « Rapport des problématiques et options » afin d'exposer les principaux éléments du travail analytique et de :

- a. Fournir les bases de la stratégie nationale REDD+ et la nature itérative du processus de formulation. Le rapport souligne le besoin de séquencer et d'harmoniser les activités en assurant des « liens vers l'avant et vers l'arrière ».
- b. Diriger la REDD+ vers des processus nationaux plus amples : supporter des processus de politique nationale et de réformes juridiques, intégrer le changement climatique, l'agriculture et le développement national, ainsi que les processus de décentralisation en facilitant le dialogue et en traitant des moteurs comme la production de charbon.
- c. Renforcer les partenariats et la coordination, notamment en renforçant les partenariats entre agences, de financement, de recherche, de programmes et d'apprentissage.

Après avoir présenté certains résultats clés, Mr. Kasaro a partagé quelques leçons tirées et des convictions sous-jacentes du processus REDD+ en Zambie :

- a. Eviter une conception trop ambitieuse du programme
- b. Traiter des sujets conceptuels au début
- c. Impliquer les parties prenantes clés
- d. Prendre du temps pour établir des structures
- e. Leadership et appropriation de la part du gouvernement
- f. Promouvoir les synergies entre les différents programmes
- g. Pas d'initiative en « solitaire »
- h. Les agences du Programme ONU-REDD doivent travailler ensemble comme une seule unité
- i. La REDD+ n'est pas la panacée pour résoudre tous les problèmes

En regardant vers l'avenir, le gouvernement de la Zambie prévoit de finaliser sa première stratégie nationale REDD+ à la fin 2015. Le gouvernement souligne le besoin de sécuriser le soutien du Programme ONU-REDD et de renforcer des partenariats stratégiques afin d'assurer une transition fluide entre la préparation et la mise en œuvre et le déploiement rapide des options de stratégie et des investissements.

1.2 Cas #2 : Tanzanie

Le processus de préparation de la Tanzanie a commencé en 2009, avec le soutien du gouvernement norvégien. M. Nashanda a exposé trois phases du processus de préparation en Tanzanie :

1. Phase préliminaire analytique : formulation d'un cadre national pour la REDD+, études approfondies.
2. Phase d'analyse stratégique et de pilotage : sensibilisation, consultation, engagement des organisations de la société civile au pilotage de la REDD+.
3. Phase de consolidation, y compris la formulation du plan d'action et de stratégie REDD+.

La stratégie REDD+ de la Tanzanie est composée de 10 « options » (voir diapositive ci-dessous) et traduite en un plan d'action avec huit composantes clés :

1. Stratégies / actions
2. Activités spécifiques
3. Résultats
4. Indicateurs de performance clés

5. Calendrier
6. Acteurs clés
7. Estimations budgétaire
8. Sources potentielles de financement

Mr. Nashanda a mis l'accent sur la sensibilisation en tant que précondition pour la REDD+, et sur le défi de toucher et héberger toutes les parties prenantes. Le succès de la REDD+ en Tanzanie repose sur la façon dont la question des moyens de subsistance sont traités. Il y a beaucoup d'éléments de déboisement et de dégradation, et pour les traiter, il faut une planification minutieuse et des incitations. Il a également mis l'accent sur le fait que les communautés locales ont de hautes attentes, et que la promotion des co-bénéfices peut aider à répondre à ces attentes. De même, il a appelé à impliquer les politiciens au début du processus afin de renforcer la volonté et le soutien politique. Il a également mentionné que le délai d'attente d'un accord international sur un financement durable pour la REDD+ était un grand problème et risque pour la REDD+.



1.3 Cas #3 : République du Congo

Au nom du coordinateur national REDD+, Mr. Nziendolo a fourni de l'information sur le contexte, y compris le fait que la République du Congo a le taux de déboisement le plus faible du Bassin du Congo avec seulement 0,07% annuel. Le conférencier a listé les multiples objectifs de la REDD+ pour le pays, qui est considéré comme un moyen pour réduire le déboisement et la dégradation, particulièrement en ligne avec l'effort de gestion forestière durable national bien établi, mais qui vise aussi à renforcer les capacités des parties prenantes, le développement socioéconomique, la paix et la cohésion sociale. La République du Congo est un pays à fort couvert forestier et à faibles taux historiques de déboisement (HFLD). Par ailleurs, un aperçu général des sources d'émissions de GES et de la situation économique a été fourni afin de compléter le contexte.

En République du Congo, l'approche pour développer la stratégie nationale REDD+ est hautement participative et s'appuie sur trois principaux chantiers :

1. Série d'études spécifiques
2. Leçons de terrain et collecte d'information sur les politiques, programmes ou projets
3. Consultations et contributions actives de la part des parties prenantes clés

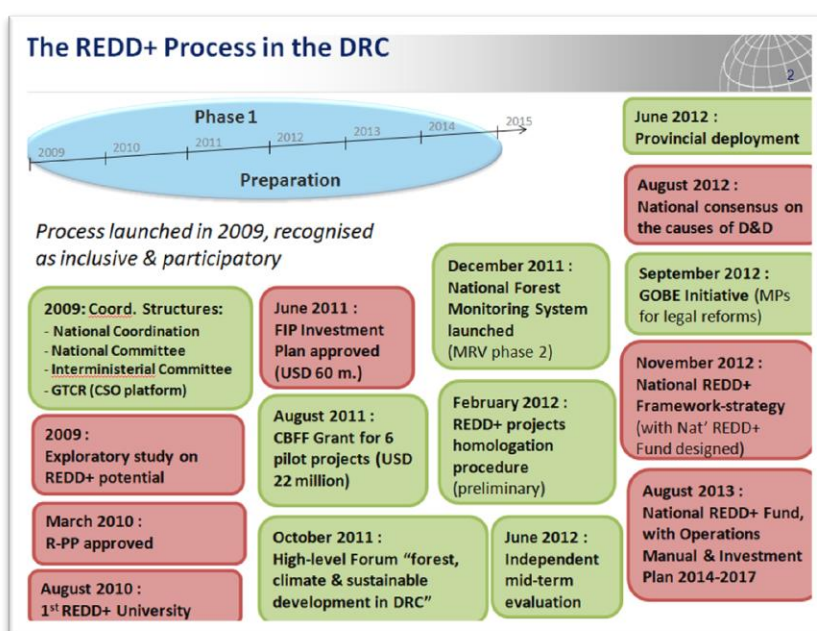
Une série de dix étapes a été identifiée pour conduire le développement de la stratégie nationale :

1. Diffusion du R-PP
2. Etudes de fond
3. Consultations au niveau sous-national
4. Révision des résultats des projets pilotes
5. Revue des expériences d'autres pays forestiers
6. Consolidation de l'information de différentes sources
7. Validation du draft de stratégie
8. Consolidation de la stratégie à travers des discussions politiques au niveau national et international
9. Validation de la stratégie finale
10. Conception d'un plan de mise en œuvre et d'investissement

Le conférencier a fini sa présentation en soulignant les principaux défis de l'expérience de la République du Congo, en particulier le fait que les promesses de soutien financier des bailleurs internationaux restaient non suivies, le risque associé aux « cowboys du carbone », et les attentes élevées de la population.

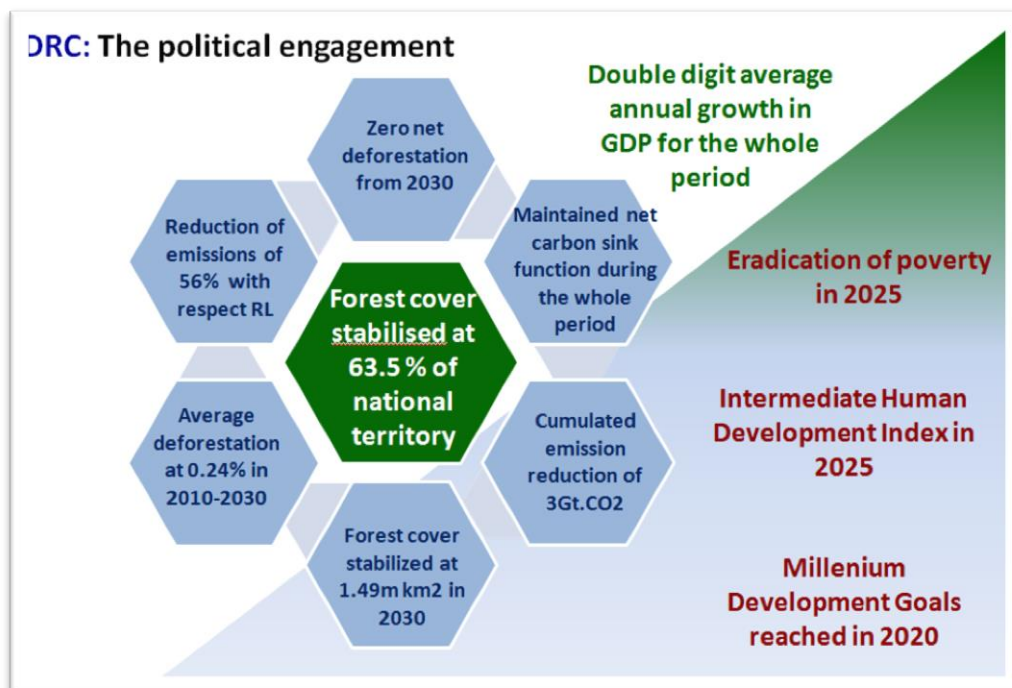
1.4 Cas #4 : République Démocratique du Congo

Mr. Josep Gari a présenté une série de repères importants du processus REDD+ en RDC, de 2009 à l'adoption de la stratégie nationale REDD+ cadre par le Conseil de Ministres en novembre 2012 (voir ci-dessous). M. Gari a passé en revue les principes, les dispositions institutionnelles, les efforts de renforcement des capacités, l'accès au financement pilote, l'engagement des bailleurs et la recherche d'un consensus sur les moteurs de déforestation.



Mr. Gari a synthétisé le processus menant à la stratégie cadre REDD+ de la manière suivante:

- Un effort d'entreprendre, avec des consultations politiques, techniques et avec les parties prenantes
- Une entité nationale dédiée à la coordination de la REDD+, incluant le soutien du personnel des Nations Unies, sous la supervision constante et les orientations du Ministère de l'environnement, et réunissant l'expertise internationale et nationale
- L'entité nationale dédiée à la coordination de la REDD+ travaille en étroite concertation avec le GTCR (plate-forme de la société civile)
- Intégration des points de vue issus des projets pilotes et du secteur privé
- Environ 1,000 parties prenantes engagées (30% issues du gouvernement)
- 16 groupes de travail thématiques (pour les différentes options stratégiques et les sujets clés), circulation d'innombrables notes d'information et de documents techniques
- Dialogue de politique à haut niveau, y compris un forum de haut niveau (ministériel), et des présentations aux COPs
- Processus de mise à jour continue avec l'intégration des bailleurs clés
- Rédaction par les experts (dans la Coordination Nationale REDD+), puisqu'il y a beaucoup d'heures de rédactions nécessaires.



Ensuite, le conférencier a présenté les principales caractéristiques de la stratégie cadre REDD+ de la RDC, y compris les sept piliers sectoriels et habitants, ainsi que la vision politique (ci-dessus). M. Gari a finalement partagé sept leçons clés tirées de cette expérience :

1. Le moteur clé du succès : le leadership national (en particulier pour assurer la cohérence)
2. L'importance du dialogue de politique
3. Le besoin d'un large consensus pour construire un document stratégique (au niveau des moteurs ou des options)

4. Le besoin d'intervenir hors du secteur forestier et de s'aligner sur l'agenda politique et le développement au sens large dans le pays
5. Le besoin de mettre en commun les ressources
6. La contribution essentielle du développement de la stratégie nationale au processus de préparation à la REDD+

1.5 Discussions

Les présentations des conférenciers ont été suivies par des échanges actifs et substantiels entre les pays africains. Les commentaires, questions et précisions ont traité les sujets suivants :

- Intégration et vision: Comment traiter et consolider les stratégies REDD+ avec les stratégies forestières nationales ? Qu'est-ce que la Zambie prétend atteindre en termes de finance internationale dans le contexte de la CCNUCC ? La Zambie et la Tanzanie ont-elles développé leur niveau de référence pour REDD ? Comment la Zambie et la Tanzanie perçoivent-elles les actions REDD+ et leur insertion dans des stratégies nationales plus larges de développement ?

La Zambie a expliqué la façon dont ils ont capitalisé sur leur « Vision 2030 » pour le développement national et revisité d'autres cadres de politique de sorte que finalement le terme « REDD+ » n'apparaît pas partout mais le processus influence un large éventail de politiques. De même, la Zambie considère que la finance attendue de la part des bailleurs constitue des premiers investissements, mais ils attendent aussi des paiements dans le futur basés sur les résultats. Comme partie de la stratégie, la Zambie est en train de concevoir des mécanismes incitatifs qui permettent l'amélioration de la contribution et de la performance des parties prenantes. Le pays est également en train d'explorer une approche juridictionnelle comme une façon de capter et de distribuer les paiements basés sur la performance.

La Zambie a travaillé sur la cartographie de 1990 à 2010, ce qui servira de base pour le niveau de référence. La Tanzanie vient de formuler un document de contexte qui dresse l'état des informations disponibles pour commencer à construire le niveau de référence.

Suite à la question d'un participant sur les recommandations clés lors du démarrage du processus, la Zambie a souligné que le cadre conceptuel est essentiel. Les pays doivent avoir une vision, être clairs par rapport à la raison pour laquelle ils veulent mettre en œuvre la REDD+, et ce que la REDD+ peut représenter dans le pays.

Le Nigéria a partagé sa perspective en tant que pays engagé dans un double processus de préparation avec une coordination nationale et un État pionnière au niveau sous-national (Cross River). Commencer au niveau sous-national et élargir au niveau national est une option, mais il est trop tôt pour tirer des leçons sur la manière d'opérer un tel élargissement qui comporte ses propres défis. Il semble que cela dépend de la capacité des États à décider et mettre en œuvre des politiques et des mesures, ce qui peut être une approche importante dans certains contextes.

- L'engagement des parties prenantes: quels sont les défis à la mise en œuvre des plans d'engagement des parties prenantes ? Le processus en Zambie semble avoir une approche « top-down » bien prononcée. Quel est le rôle joué par les collectivités tributaires des forêts dans la conception de la stratégie ? Comment la RDC a-t-elle mené son dialogue national ?

La Tanzanie a fourni plusieurs illustrations de sa façon d'engager les parties prenantes, y compris les groupes techniques de travail, le pilotage des activités et les consultations. La Zambie a expliqué qu'il y avait une mauvaise perception, dans le sens que le gouvernement guide le processus, mais les parties prenantes sont entièrement impliquées et participent, du comité de pilotage aux groupes techniques de conseil, au niveau des partenaires de mise en œuvre, etc.

En RDC, le dialogue national a été guidé par le Ministère de l'environnement, et l'analyse du contexte a permis de créer une approche spécifique pour la REDD+ avec chaque Ministère concerné, en facilitant ainsi les discussions sur la manière dont chaque secteur peut s'engager dans la REDD+. Des équipes techniques ont préparé les argumentaires et ont nourri et accompagné la mobilisation des structures décisionnelles.

- Moteurs : L'analyse des moteurs, devrait-elle être qualitative ou quantitative ?

L'analyse des moteurs devrait être qualitative et quantitative. Mais, étant donné que la REDD+ est un processus par étapes, les pays peuvent renforcer leurs analyses de manière progressive. Par exemple, la Zambie a mené une évaluation quantitative sur les moteurs de déboisement, mais actuellement, elle n'a pas assez de capacité pour l'analyse quantitative de la dégradation forestière.

- Expérimentation : Pourquoi la RDC a commencé des projets pilotes alors que leur cadre REDD+ n'était pas encore établi ? Qui a financé les projets pilotes ?

La RDC a considéré que mener des activités pilotes serait une bonne opportunité d'essayer différentes voies pour la stratégie future. Finalement, le temps pour préparer les projets et commencer la mise en œuvre n'a pas été suffisant pour gagner de l'expérience pour la stratégie cadre formulée en 2012, mais il a contribué à guider les réflexions sur la démarche à suivre. Par exemple, il a mis en évidence le besoin (et il a soutenu la conception) d'un processus d'accréditation, d'un projet de loi et d'une base de données sur les activités REDD+. Les projets pilotes ont été facilités et encadrés par le gouvernement, initiés et développés par des partenaires y compris les ONG, les organisations nationales de la société civile et une compagnie du secteur privé, et financés par le CBFF.

De son côté, la Zambie a mis l'accent sur les risques et les défis associés à l'expérimentation. Elle considère que les pays ne devraient pas commencer l'expérimentation et la mise en œuvre avant d'avoir une vision et de comprendre la direction qu'ils veulent prendre.

- Conditions de facilitation, garanties et multiples avantages : Quels étaient les critères pour différencier la Zambie en plusieurs zones pour la REDD+ dans le cadre de sa stratégie ? Comment la Tanzanie et la Zambie prennent des décisions sur le partage des bénéfices ? La Zambie a-t-elle déjà discuté les sujets de propriété et des droits d'émission de carbone ? Quels processus ont été mis en œuvre pour atteindre des réformes en RDC ? Quels sont les mesures et les étapes exactes pour décréter des réformes ? De quelle façon les droits fonciers des peuples autochtones ont été traités à travers la REDD+ ?

L'équipe nationale en Zambie a embauché des consultants qui ont cartographié les bénéfices multiples, qui étaient le point de départ pour différencier les réponses stratégiques en termes géographiques. D'autres instruments pour la REDD+, y compris un mécanisme financier et un système de distribution des bénéfices n'ont pas encore été établis en Tanzanie. La Zambie a insisté

sur les questions liées au régime foncier, précisant qu'elles n'ont pas été traitées comme « des nouveaux sujets » apportées par la REDD+. Il s'agit de sujets anciens auxquels la REDD+ contribue et qu'elle facilite parfois. Une politique et un projet de loi sur la façon de gérer les terres communes sont en cours de préparation. La REDD+ soutient ce processus de politique (en identifiant les lacunes et en alignant les bénéfices et les intérêts).

En RDC, un décret sur la foresterie communautaire vient d'être passé il y a deux mois. Ceci grâce, en grande partie, au processus REDD+ et aux bonnes pratiques introduites par REDD+ qui ont mis la pression sur les questions associées, par exemple en termes d'inclusion des peuples autochtones. Ceci montre que la REDD+ peut être un catalyseur qui facilite le dialogue, comme dans le cas des peuples autochtones mais aussi au sujet de la planification du régime foncier national. Ce sont des sujets qui datent mais qui ont été recyclés et renforcés ou réengagés amplement grâce à la REDD+.

En République du Congo, CACO-REDD est la plateforme nationale où les organisations de la société civile et les organisations des peuples autochtones se coordonnent. Un plan national pour le régime foncier est en cours de préparation, sous la direction d'une commission interministérielle. La REDD+ est utilisée comme plateforme d'engagement par les peuples autochtones afin de participer à ce processus de réforme.



- Les dispositions institutionnelles et le chemin vers la phase 2 : Pourquoi la Zambie suggère que nous devrions avoir une seule institution pour concevoir la stratégie de la REDD+ ? De quelle façon les politiques hors du secteur forestier ont été traitées étant donné la nature exogène de la REDD+ ? Comment le plan d'investissement est-il financé en RDC ? Y-a-t-il un bureau spécifique ? Comment est-il géré ?

En fait, il y a plusieurs comités pour la REDD+ en Zambie, y compris le comité de pilotage, et aussi au niveau sous-national. Toutefois, toutes les activités de planification liées à la préparation de la REDD+ ont été menées par une institution (l'unité de coordination au département forestier) en termes de préparation technique, de coordination et de direction. L'orientation unique (plutôt que l'institution en soi) et la capacité de coordonner sont des ingrédients essentiels.

La Zambie a aussi souligné qu'un pays ne devrait pas commencer à mettre en œuvre des longues réformes sans savoir davantage la direction qu'il veut prendre en matière de REDD+.

La Tanzanie a souligné que le bureau du Vice-président a pris le contrôle de l'agenda de la REDD+.

En RDC, le Ministère des finances préside le fonds national de la REDD+, et le Ministère de l'environnement fournit l'appui technique. Cette direction est primordiale pour prouver la dimension multisectorielle de la REDD+ et pour favoriser l'appropriation par le gouvernement au-delà du secteur forestier. Il n'y a pas de solution magique. Les approches doivent être élaborées selon les économies politiques nationales.

- Calendrier : Combien de temps faut-il pour formuler une stratégie ?

La formulation de la stratégie en soi peut être assez rapide, mais il faut du temps pour produire les différentes composantes, par exemple le contexte technique et l'analyse approfondi des options. Ensuite, cela dépend du temps nécessaire pour qu'un pays puisse mener le processus de consolidation itérative y compris les divers dialogues aux niveaux local, politique et même international. La Zambie a souligné que la rédaction est assez rapide, mais que la totalité du processus peut prendre environ trois ans. Le temps peut évidemment varier selon les circonstances.

1.6 Conclusions

A travers la séance de conclusions, le modérateur a mis l'accent sur le fait qu'à travers l'Afrique, les expériences pionnières montrent certains points communs ainsi que certaines différences. Par exemple, tous les pays REDD+ ont souligné le rôle du travail analytique comme base du développement de la stratégie, ainsi que l'engagement des parties prenantes et le besoin d'éclaircir une vision nationale pour orienter le travail, comme reflété en Zambie par le rapport des problématiques et options, en RDC par l'analyse préliminaire du potentiel de la REDD+, ou encore le cadre REDD+ en Tanzanie. Mme. Attafuah a également remarqué des différences, par exemple en termes de niveau d'ambition (large, transformateur ou plus opportuniste et concentré sur l'accès aux finances), des dispositions institutionnelles (avec des structures de coordination existantes ou nouvelles), ou la façon dont les pays connectent les différents éléments de la REDD+ (avec des niveaux de référence parfois comme partie de la stratégie, parfois développés ultérieurement).

Il faut évaluer et décider au niveau pays ce qui est logique dans les circonstances spécifiques. Maintenant que les pays ont partagé une première révision concrète et pratique des différentes composantes pour créer la stratégie, il est attendu du Programme ONU-REDD d'éclaircir la façon dont il peut soutenir les pays.



2 Séance 2 : Rassembler les éléments : Comment le Programme ONU-REDD soutient les pays pour développer des Stratégies nationales REDD+ conformément au cadre de la CCNUCC

Cette séance a été facilitée par Danae Maniatis. Les conférenciers par ordre d'apparition : Josep Gari, Estelle Fach, Ivo Mulder, Charlotte Jourdain, Lisen Runsten, et Bruno Hugel.

2.1 Contexte

L'objectif de la séance 2 consistait à :

- 1) Partager l'expérience du Programme ONU-REDD sur la façon dont différentes formes de soutien dans différents domaines de REDD+ ont enrichi la conception des stratégies nationales REDD+ dans les pays partenaires en Afrique et ;
- 2) Identifier comment le Programme ONU-REDD peut améliorer le soutien donné et l'adapter aux besoins et demandes des pays et à la région dans l'ensemble.

Au début de la séance, une série de questions d'orientation a été présentée pour que les pays participants puissent préparer le terrain pour des discussions et des échanges ultérieurs :

- 1) Quel **type d'information ou de formation** voudriez-vous que le Programme ONU-REDD vous fournisse ?
- 2) Quels sont les **besoins et les attentes envers le Programme ONU-REDD ? Quels sont les éléments que vous n'aviez pas anticipés** du Programme ONU-REDD ?
- 3) Dans quelle mesure pensez-vous que le Programme ONU-REDD est bien placé pour soutenir la conception d'une stratégie nationale REDD+ ?
- 4) Qu'est-ce qui **a bien marché**, et qu'est-ce que **n'a pas marché** en termes de soutien au processus de conception de la stratégie ? Pourquoi ?
- 5) Comment le Programme ONU-REDD **peut-il s'améliorer** pour être un meilleur partenaire vis à vis du soutien à la stratégie et à la REDD+ dans son ensemble ?

2.2 La perspective du Programme ONU-REDD : Partager des expériences sur la manière dont le soutien alimente la conception des stratégies nationales de la REDD+

La [séance](#) a commencé avec une présentation du contexte menée par le Programme ONU-REDD, avec une partie introductive regroupant une représentation visuelle des quatre piliers REDD+ (Figure 2.1) et leurs interactions :

- Une stratégie nationale de la REDD+ ;
- Un système national de suivi forestier ;
- Des sauvegardes comprenant un Système d'information sur les sauvegardes ;
- Des niveaux de référence des émissions pour les forêts

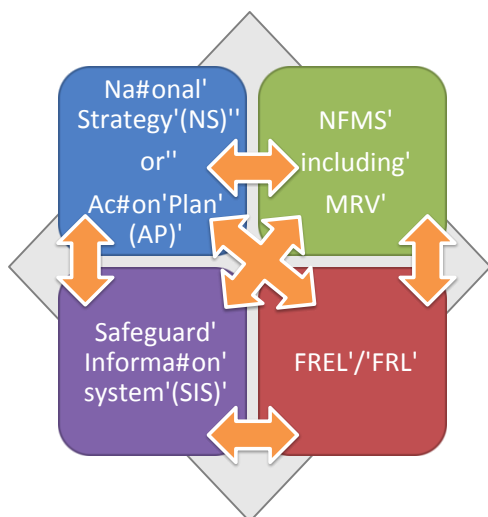


Figure 1.1 Les quatre piliers de la REDD+ et leurs interactions

Figure 1.2 illustre un processus possible pour un apprentissage et une conception itérative de REDD+

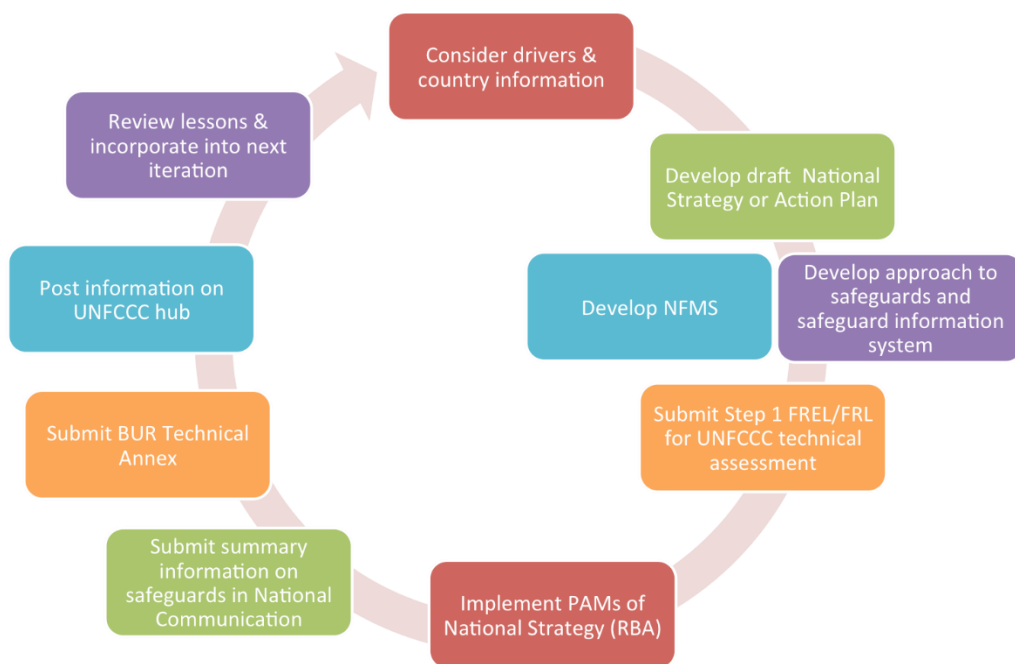


Figure 1.2 Illustration d'un processus possible pour un apprentissage et une conception itérative de REDD+

L'ONU-REDD a présenté des dimensions importantes pour un processus d'élaboration de la stratégie nationale REDD+ (processus itératif, approche progressive, dialogue avec les multiples parties prenantes), et le rôle essentiel du processus de conception de la stratégie dans l'éclaircissement des questions suivantes :

- « Pourquoi » : Pourquoi REDD+ sera-t-elle établie dans le contexte national ?
- « Quoi » : Quelles seront les actions basées sur les résultats à établir ?
- « Comment » : Comment la REDD+ sera déployée en termes de dispositions, outils et processus ?

La présentation s'est ensuite concentrée sur le partage d'expériences collectives du Programme ONU-REDD, et particulièrement sur la façon dont le soutien fourni par le programme jusqu'à présent a enrichi ou peut enrichir la conception de la stratégie nationale REDD+. Ceci a regroupé un large

éventail de domaines thématiques de REDD+, y compris le soutien à la gouvernance, aux institutions, l'engagement des parties prenantes, la transformation sectorielle, l'approche de l'économie verte, le système national de suivi forestier, les niveaux de référence des émissions forestières, les sauvegardes sociales et environnementales et la planification de l'aménagement. L'ONU-REDD a aussi proposé une représentation visuelle de plusieurs outils analytiques et personnalisables proposés par le programme et utilise pour appuyer la conception de plusieurs « pièces du puzzle » vers les stratégies nationales REDD+. Ceci a souligné la souplesse des outils disponibles qui sont censés s'adapter aux contextes nationaux et peuvent être utilisés pour soutenir plusieurs composantes du développement d'une stratégie nationale REDD+, et qui sont accompagnés par le soutien dédié de l'ONU-REDD.

Les messages clés à retenir ont été présentés afin de souligner certains éléments opérationnels à considérer dans le processus de conception de la stratégie nationale REDD+ (voir Tableau 1).

Tableau 1. Éléments clés à considérer dans le processus de conception de la stratégie nationale REDD+:

- Le processus pour développer la stratégie nationale est aussi important que le document de stratégie final.
- Le processus de conception de la stratégie nationale est une opportunité pour (1) créer le soutien politique de haut niveau avec une large base d'appui (parties prenantes nationales et internationales) ; (2) montrer une vision à la fois transformatrice et pragmatique avec des actions crédibles basées sur les résultats ; (3) catalyser les paiements basés sur les résultats de la REDD+.
- Le processus de conception doit intégrer les résultats des trois autres composantes de Cancun pour la REDD+ (système national de suivi forestier, niveau de référence des émissions forestières, sauvegardes) et les enrichir.
- Le processus de conception devrait intégrer un travail analytique et des consultations continues
- Les stratégies nationales REDD+ sont plus robustes quand l'approche utilisée est progressive et lorsqu'elle se concentre d'abord sur ce qui est faisable, puis qu'elle planifie et engage une amélioration continue à travers les trois phases de la REDD+.

Certaines leçons tirées des expériences du développement des stratégies déjà existantes dans la région, présentées pendant la séance 1, ont été également soulignées :

Tableau 2. Leçons tirées du développement des stratégies nationales REDD+ existantes en Afrique :

- Le travail analytique est un premier pas important
- Considérer les différences entre les phases de préparation et de mise en œuvre, y compris les implications d'un engagement intersectoriel
- Préciser ce que REDD+ signifie pour les pays
- Impliquer la sphère politique dès le début afin de les convaincre et de faciliter une prise de décisions subséquente.
- Le gouvernement doit assurer la direction et la coordination
- Intégrer la REDD+ dans la planification nationale et la vision du développement
- Assurer un large engagement et participation des parties prenantes
- Ça prends du temps de renforcer les institutions, politiques, processus, données existantes lors de la création des structures, de la mise en œuvre des réformes, etc.
- Être pragmatique et réaliste : les attentes des parties prenantes doivent être gérées, la REDD+ ne peut pas résoudre tous les problèmes, créer la REDD+ prend du temps
- Il y a différentes approches pour les stratégies nationales REDD+, d'une approche cadre (précédant les plans d'investissement) aux documents plus directement orientés vers l'opérationnel
- Assurer des synergies et veiller à la cohérence avec les initiatives sous-nationales

2.3 Discussion

En réponse à la présentation, de nombreuses questions ont été posées par les pays africains participants, ce qui a alimenté des échanges sur le développement des stratégies nationales. Les questions et les réponses correspondantes de l'ONU-REDD sont résumées au [Tableau 2.1](#).

Tableau 2.1 Aperçu général des échanges sur les expériences du Programme ONU-REDD sur le soutien de la conception des stratégies nationales REDD+ dans toute l'Afrique

Questions posées par les pays participants	Réponses données par le Programme ONU-REDD
Compte tenu des liens entre les quatre piliers de la REDD+, comment pouvons-nous continuer avec un des éléments si les autres ne sont pas dûment appuyés et sont donc en retard ?	<ul style="list-style-type: none">✓ Les pays jouissent d'un pouvoir discrétionnaire sur la façon de débiter la REDD+ de différentes manières en donnant priorité aux diverses composantes comme les moteurs, la gouvernance, les niveaux de référence, et ensuite en développant le reste des éléments REDD+ de manière progressive.✓ Ce qui est important est d'obtenir la bonne équation avec la bonne séquence pour rendre les éléments utiles. Ceci entame une bonne structuration des dialogues et une conduite adéquate des travaux analytiques afin de rassembler l'information essentielle et d'engager des études spécifiques pour s'occuper des besoins et des sujets clés auxquels le pays fait face. Le rôle des partenaires internationaux est d'assurer que les ressources seront fournies de manière cohérente.
Le Programme ONU-REDD et le PNUD, ont-ils commencé à réfléchir sur les bénéfices non carbone ?	<ul style="list-style-type: none">✓ Tout le monde veut des bénéfices tangibles (des bénéfices en termes d'émissions de carbone) mais ceci n'est pas le seul objectif. La REDD+ devrait plutôt être considérée comme une opportunité pour le développement durable et pour protéger les multiples fonctions des forêts.✓ A cet égard, les finances REDD+ devraient être explorées minutieusement, car différentes dispositions de bénéfices sont possibles selon la provenance du financement. Le système de distribution des bénéfices est seulement une option de financement et la plupart du temps fait référence à des activités basées sur des projets. Au contraire, les modalités internationales pour le financement, y compris le Fonds Vert pour le Climat (GCF), ne passeront pas nécessairement par un partage des bénéfices au niveau local.✓ Le Programme ONU-REDD offre plusieurs types de support pour identifier et cartographier les potentiels bénéfices REDD+ hors carbone dans le pays.
Si l'on considère seulement les aspects économiques liés à l'économie verte, comment prenez-vous en compte les autres types de services des écosystèmes ?	<ul style="list-style-type: none">✓ Le concept d'économie verte étudie les avantages monétaires et non monétaires. Quantifier les services forestiers peut être relativement facile, tandis qu'estimer les régulations du climat s'avère plus difficile par rapport aux valeurs économiques. C'est au pays de décider où il veut placer son estimation (monétaire et/ou non monétaire).
L'économie verte est un nouveau concept, comment engagez-vous le secteur	<ul style="list-style-type: none">✓ Le concept d'économie verte est, en effet, nouveau et en évolution.✓ Il est vrai que le secteur privé n'a pas, par défaut, assez d'incitations pour

privé et les communautés dépendantes des forêts ? Le secteur privé, est-il prêt à accepter le concept ?

s'y engager. C'est pourquoi il est primordial de les engager de manière efficace dès le début du processus de conception afin de gagner assez d'acceptation.

- ✓ Les communautés dépendantes des forêts ont besoin de voir les bénéfices tangibles au delà du processus REDD+ et d'assurer un engagement significatif à travers le CLIP (consentement libre, préalable et informé) et un partage équitable des bénéfices.
- ✓ Compte tenu des différentes parties prenantes impliquées, il est important que nous nous assurions d'avoir des messages adéquats adaptés à l'audience cible pour leur faire comprendre les conséquences des différents scénarios et options que le pays choisit.

Où en sommes-nous en termes de financement sous la CCNUCC ?

- ✓ En ce qui concerne la REDD+, le cadre de Varsovie pour REDD+ fait état des conclusions actuelles sur les finances REDD+. WRI a également estimé qu'il faudra 30 milliards de dollars par an pour mettre en œuvre REDD+ en 2020. La lacune financière doit encore être traitée.

Quel est le rôle du niveau sous-national par rapport aux niveaux de référence ? Comment réussir le passage du niveau sous-national au niveau national ? Quelles sont les étapes spécifiques nécessaires pour la transition ?

- ✓ Jusqu'à présent, aucune orientation n'a été fournie par la CCNUCC (y compris par l'organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique) pour spécifier comment les transitions se passent du niveau sous-national au niveau national en matière de niveaux de référence. Toutefois, la simple extrapolation du niveau sous-national au niveau national n'est peut-être pas réaliste, car dans de nombreux cas, l'approche sous-nationale est sélectionnée avec des caractéristiques géophysiques et des aspects méthodologiques spécifiques. En conséquence, elle n'offre pas forcément une base pour le niveau de référence national.

Afin de concevoir une stratégie nationale REDD+, nous avons besoin d'augmenter la coordination entre les agences des Nations Unies, avec des efforts supplémentaires en matière d'harmonisation. Les agences auront-elles des activités de soutien harmonisées aux pays et pour les communautés forestières ?

- ✓ La question de comment créer une alchimie entre les activités du programme ONU-REDD demande la recherche d'un juste milieu - sélectionner et entreprendre les bonnes analyses, mais sans nous faire suffoquer avec trop d'information. L'important est de générer des données et des analyses avec un discours pour convaincre les parties prenantes d'aller de l'avant.
- ✓ Le processus de conception de la stratégie nationale a besoin (et par conséquent est une opportunité importante) d'améliorer et d'assurer l'intégration adéquate de plusieurs composantes de la préparation : s'engager plus avant dans ce processus aidera les pays ainsi que les agences du programme ONU-REDD à assurer une meilleure intégration.
- ✓ Le gouvernement a un rôle crucial dans la garantie de la coordination entre les différents éléments de la préparation ainsi qu'entre les différents acteurs impliqués, le programme ONU-REDD et autres.

Que voulez-vous dire par « respecter la souveraineté » dans le contexte du système national de suivi forestier ?

- ✓ La souveraineté nationale est un principe fondamental de la CCNUCC. Cela veut dire que les pays recevront une gamme de conseils et recommandations techniques, mais en fin de compte, c'est eux qui décident sur les méthodologies (niveau de référence etc.), les institutions nationales qui entreprendront les tâches, les approches à adopter, etc.

La présentation n'a abordé que les avantages

- ✓ Traiter tout moteur incorporant des forêts sacrées présentera des

« physiques » de la distribution des bénéfices. Comment les bénéfices des forêts sacrées, associées à des dimensions morales, peuvent être reflétés dans le processus de la REDD+ ?

avantages et générera des bénéfices.

- ✓ Identifier et capter les bénéfices de la valeur culturelle associée aux forêts sacrées servira également à communiquer avec les communautés locales et les parties prenantes sur la raison pour laquelle la REDD+ est essentielle pour les pays.

Le PNUD travaille-t-il avec le PNUE sur l'outil des sauvegardes ?

- ✓ Le soutien des sauvegardes est fourni, en effet, par les trois agences du programme ONU-REDD. Les outils associés comme celui pour des approches des sauvegardes par pays, l'outil sur les bénéfices et les risques (BeRT) sont développés conjointement. La composante des sauvegardes de ce travail commun comprend et se base naturellement sur le soutien de la gouvernance REDD+ comme la transparence et l'accès à l'information, l'engagement des droits des organisations de la société civile et des peuples autochtones, la préparation juridique, la parité entre les sexes et les capacités...

2.4 Retour des pays : peut-on améliorer ce qui a bien ou mal marché ?

Après les échanges sur les présentations de contexte, la séance s'est concentrée sur les perspectives des pays partenaires sur le soutien de l'ONU-REDD. A cet égard, les pionniers REDD+ en Afrique (la Zambie, la Tanzanie, l'Ouganda, le Nigéria) ont partagé leurs réflexions basées sur leur expérience en matière de (i) ce qui s'est bien passé, (ii) ce qui s'est mal passé, et (iii) ce qui peut être amélioré en termes de soutien fourni par le Programme ONU-REDD dans le processus de développement de la stratégie nationale. Les perspectives des pays sont résumées ci-dessous.

Ce qui a bien marché :

- Sensibilisation, génération de connaissance et de documentation ;
- Large engagement des parties prenantes (y compris des districts et de certains dirigeants traditionnels) ;
- Deux pays ont remarqué une bonne harmonisation des activités à travers les différentes parties prenantes et les agences du Programme ONU-REDD ;
- De grandes opportunités de renforcement des capacités aux différents niveaux (fédéral, départemental, communautaire)
- Les processus de consultation ont été, en général, vastes et inclusifs. La contribution de la modalité de l'appui ciblé à la conception des programmes nationaux a été appréciée ;
- Accès aux outils (critères sociaux et environnementaux, évaluation participative de la gouvernance, cartographie des bénéfices multiples / carbone / diversité biologique) ;
- Soutien pour générer la volonté politique à l'échelon du pays ;
- Une confiance renforcée entre le personnel du Programme ONU-REDD et les fonctionnaires du gouvernement, construite à travers des relations interpersonnelles et interinstitutionnelles.

Ce qui s'est mal passé :

- Les agences offrent du soutien indépendant, et parfois elles ont entrepris des missions qui n'étaient pas réalisées conjointement. Ceci a eu un impact sur l'harmonisation, qui est plus compliquée à opérer si elle n'est pas assurée dès le début ;

- Deux des pays intervenants ont également indiqué qu'ils ont observé très peu d'appropriation et de leadership de la part des pays ;
- Dans certains pays, on a observé un démarrage lent qui a été attribué aux empêchements administratifs et techniques de la part du programme et du Gouvernement ;
- Une faible capacité et une compréhension adéquate de ce que REDD+ représente dans le contexte national au niveau des partenaires au développement (y compris quels rôles jouer) ;
- Un lent déblocage des fonds par les partenaires au développement (recrutement du personnel technique...);
- Un échange inter-régional limité pour partager les leçons et faciliter l'efficacité du développement des stratégies nationales, compte tenu des besoins croissants. Certaines sous-régions comme l'Afrique de l'Ouest ne jouissent pas du même genre d'initiatives que la collaboration du Bassin du Congo ;
- Une communication limitée entre les partenaires au développement et le programme au pays ;
- Une faible capacité fiduciaire du pays.

Ce qui peut être amélioré :

- Eviter la micro-gestion financière des programmes ;
- Proposer une approche plus claire du développement de la stratégie ;
- Eviter de développer des outils avec des réponses simples « oui » ou « non ». Un outil devrait prendre également en compte d'autres processus en cours ;
- Renforcer l'union dans l'action, améliorer la coopération inter-agences au niveau national et harmoniser les lignes directrices opérationnelles ;
- S'appuyer sur ce qui existe déjà. Renforcement des capacités du personnel du programme ONU-REDD à l'échelon du pays (sur ce qu'est la REDD+, leur rôle et comment s'engager) ;
- Améliorer la capacité, les programmes et événements d'échange sous régionaux.

En outre, quelques remarques ont été faites pendant cette séance, comme présentées ci-dessous :

Gouvernance :

- Certains éléments associés à la gouvernance (comme les problèmes de corruption) sont traités comme des sujets tabous. Il s'avère parfois difficile de les traiter dans les discussions sur les moteurs de déboisement. Par exemple, si quelqu'un convoque un groupe de parties prenantes à discuter sur le braconnage, il est difficile d'avoir une discussion ouverte sans avoir peur d'une intervention de l'Interpol.
- Il est mieux de discuter certains sujets dans un autre forum.

Capacité :

- La capacité fiduciaire et financière doit être mise en place (ou renforcée) dans le pays lors de l'accord avec la Banque mondiale ou le Programme ONU-REDD.

Processus :

- Le pays est dans le processus de démarrer un programme national ONU-REDD. Cependant, le PNUE a déjà fait une présentation sur l'économie verte, ce qui a déclenché un chantier sur ce thème dans le pays, mais sous forme de silo, et sans s'intégrer assez dans la préparation plus large à REDD+. Ceci est compliqué à gérer au niveau du pays.

Economie verte :

- Le texte de la CCNUCC dit que les pays non visés à l'Annexe I ont le droit au développement, comme établi dans le texte de la Convention. Ceci n'est pas forcément en conformité avec l'économie verte.

3 Séance 3 : Expériences et leçons tirées du développement des stratégies nationales de la REDD+ en Amérique Latine

3.1 Introduction

La séance 3 a été consacrée aux « Expériences de l'Amérique latine et des Caraïbes ». Cette séance avait pour but d'atteindre les deux objectifs suivants :

- (i) Promouvoir un échange Sud-Sud entre l'Afrique et l'Amérique latine et les Caraïbes sur les approches, les défis et les enseignements tirés des efforts pour élaborer des stratégies et des plans d'action nationaux REDD+ ; et
- (ii) Partager les principales conclusions d'un atelier similaire organisé par le programme ONU-REDD à Quito, en Equateur, en août 2014, avec les pays partenaires de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Les conférenciers étaient Mr. Jaime Severino Romo, responsable du carbone forestier à la Commission forestière nationale du Mexique (CONAFOR), Mme. María del Carmen García, point focal REDD+ au Ministère de l'environnement de l'Equateur, et Mr. Bruno Hugel, spécialiste technique du Programme ONU-REDD. Les présentations du Mexique et de l'Equateur ont été faites par skype. Mr. Lucien Dja, point focal REDD+ adjoint au Ministère de l'environnement et du développement durable de la Côte d'Ivoire, et Mme. Thais Narciso, administrateur de programme à l'ONU-REDD, ont joué le rôle de modérateurs.

La séance a été présentée par les modérateurs avec une revue des objectifs proposés et une invitation aux pays africains partenaires à analyser l'expérience de l'Amérique latine en matière d'établissement des priorités, du séquençage des activités, et des interconnexions avec le processus plus large de développement national dans l'élaboration des stratégies nationales de la REDD+.

3.2 L'expérience du Mexique

Mr. Jaime Severino Romo de la CONAFOR a commencé sa présentation en rappelant les caractéristiques clés d'un mécanisme REDD+ selon la CCNUCC, à savoir les quatre éléments suivant : (i) le développement d'une stratégie nationale REDD+, (ii) l'établissement d'un niveau de référence des émissions, (iii) l'établissement d'un système national de suivi forestier, et (iv) le développement d'un système d'information sur les sauvegardes. Mr. Severino a ensuite rappelé les indications de la CCNUCC en matière d'orientation par une approche progressive de REDD+, adaptée aux contextes nationaux.

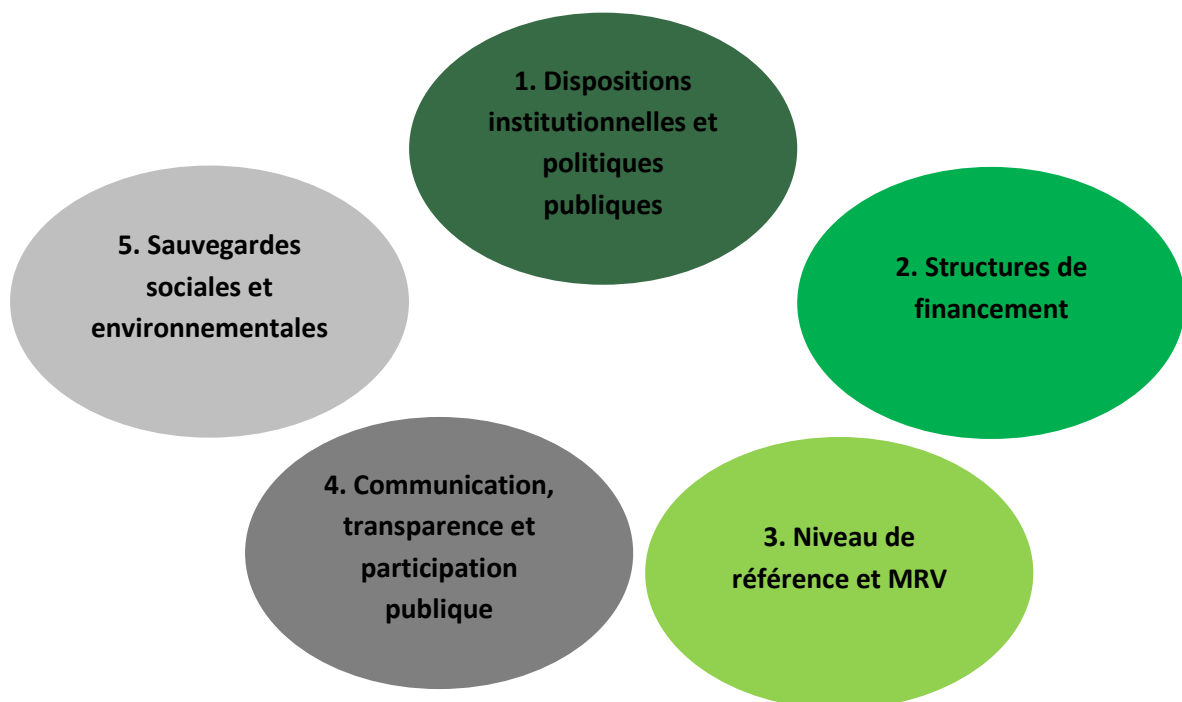
Mr. Severino a présenté les caractéristiques clés des écosystèmes forestiers et le contexte national de REDD+ au Mexique. Il a observé en particulier que le Mexique a 64,8 millions d'hectares de forêts tropicales et tempérées, dont 70% est propriété des communautés et des « ejidos ». En outre, il a fait référence au cadre juridique solide sur lequel se basent les efforts de la REDD+ : la loi générale sur le changement climatique et la stratégie nationale sur le changement climatique, qui devraient guider toutes les actions liées au climat pour les 40 prochaines années, la loi générale pour le développement forestier durable, qui contient des dispositions spécifiques pour la REDD+, et la loi

générale pour le développement rural durable. Ce cadre juridique habilitant, aligné avec les efforts de sensibilisation au niveau local, a permis au Mexique de s'occuper des moteurs à l'échelle nécessaire afin de produire des changements.

Il a ensuite décrit l'état d'avancement actuel du processus de préparation au Mexique en mettant l'accent sur sa multiplicité de parties prenantes et son approche participative. En outre, Mr. Severino a souligné les aspects clés qui touchent à la conception de la stratégie nationale de la REDD+ :

- **La vision du Mexique pour la REDD+ se base sur et contribue à la fois à l'objectif national du développement rural durable**, qui assure un paysage et une approche multisectoriels. A cette fin, la REDD+ devrait être intégrée dans les politiques publiques pertinentes et renforcer la gestion communautaire forestière et la conservation de la diversité biologique.
- **Les moteurs du déboisement et de la dégradation des forêts devraient être traités à travers la gestion des paysages intégrés** puisqu'ils varient selon la région et comprennent : l'agriculture, l'exploitation illégale des forêts, l'élevage, le surpâturage, les incendies et le tourisme des hauts revenus. L'approche paysages comprend différents types d'activités comme la gestion de la foresterie communautaire, le reboisement, la gestion de la faune, la conservation et la restauration des sols, l'intensification des cultures et de l'élevage, la gestion intégrée des micro-bassins, l'infrastructure d'irrigation, l'agriculture durable, l'aquaculture et l'infrastructure sociale et productive.
- La REDD+ pour le Mexique constitue un instrument de politiques publiques qui coordonne différentes institutions et secteurs aux différents niveaux. Le Mexique a identifié quatre différentes **échelles de mise en œuvre de la REDD+ : nationale, sous-nationale, zone de priorité et locale (communauté)**.
- **La stratégie nationale REDD+ du Mexique (ENAREDD+) est composée de la manière suivante :**

Figure 3.1 - Composantes de la stratégie nationale REDD+ au Mexique (ENAREDD+)



- **Les zones d'action prioritaires sont en train d'être développées au niveau sous-national** dans l'état de Jalisco, dans la Péninsule de Yucatán (Campeche, Quintana Roo et Yucatán) et dans l'état de Chiapas : bien qu'elles ne constituent pas encore des activités de démonstration de REDD+ en soi, le but des zones d'action prioritaires est d'essayer les dispositions institutionnelles et de suivre les cadres en développant des modèles de gestion des paysages reproductibles et évolutifs comme des plateformes pour le gouvernance locale renforçant la capacité locale. D'autres zones ont été identifiées pour un investissement futur, où les premières expériences seront reproduites (l'état de Oaxaca et la région de Cutzamala, dans les états de Mexico et Michoacán, sont considérées comme des exemples de ce type de zones). Ces actions sont coordonnées au niveau national afin d'assurer la cohérence.
- **L'approche du partage des bénéfices** est développée en **prenant en compte les expériences et enseignements tirés de la foresterie communautaire et du régime foncier**, et à travers la mise en œuvre d'une **gestion forestière durable et d'une amélioration des activités liées au stock du carbone**. **Les options pour un système de partage des bénéfices comprenant, en particulier :** (i) **des programmes publics** dans les forêts et dans d'autres secteurs associés qui démontrent une approche intégrée des paysages (ex. à travers la gestion forestière durable, (ii) **des transferts au niveau sous-national à travers un fonds régional** ou d'une entité qui crée des incitatifs pour traiter les moteurs et pour assurer les bénéfices au niveau local, et (iii) **le marché volontaire du carbone** pour l'augmentation des stocks de carbone.

3.3 Enseignements tirés de l'Echange Sud-Sud de l'Amérique latine et les Caraïbes sur la conception des stratégies nationales de la REDD+, Quito, août 2014

Mr. Bruno Hugel a présenté un résumé de l'échange Sud-Sud de l'Amérique latine et des Caraïbes sur les stratégies nationales REDD+, auquel 14 pays ont participé : L'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, Le Chili, l'Equateur, le Guatemala, la Guyane, le Honduras, le Mexique, le Panama, le Paraguay, le Pérou et le Suriname.

La présentation a commencé par la description des **trois liens entre les stratégies nationales REDD+ et d'autres politiques publiques** établies par les pays de l'Amérique latine et les Caraïbes :

1. **Les avantages de la REDD+ vont au-delà des paiements basés sur les résultats** et peuvent être déclinés pendant la phase de préparation. Par exemple, la REDD+ en Equateur a soutenu la mise en œuvre d'autres politiques publiques comme la transformation productive de l'Amazonie.
2. **Les stratégies nationales REDD+ peuvent servir d'intermédiaire pour atteindre d'autres objectifs nationaux et internationaux**. Au Costa Rica, la REDD+ peut soutenir l'objectif d'atteindre la neutralité carbone en 2021. Au Mexique, la REDD+ est utilisée pour renforcer les efforts du pays en matière de développement rural durable, et au Brésil, elle peut consolider le succès des politiques de prévention du déboisement.
3. **La REDD+ doit servir de plateforme pour une coordination intersectorielle**. Les exemples du Brésil et du Mexique ont souligné que la REDD+ a facilité le dialogue entre les Ministères pertinents.

Les cadres institutionnels et juridiques pour la REDD+. Les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes sont d'accord sur le fait que les **dispositions institutionnelles avec des mandats et des budgets clairs** sont primordiales pour progresser sur les agendas nationaux de REDD+, y compris le développement d'une stratégie nationale. Le Guatemala compte sur des dispositions institutionnelles définies sur un trio de lois existantes pour faire avancer sur REDD+. Le Costa Rica dispose d'un Comité sur le changement climatique établi, et le Mexique se base sur plusieurs comités avec un mandat juridique. En outre, l'accent a été mis sur le fait que **la CCNUCC invite les parties intéressées à désigner un point focal ou une entité nationale pour la REDD+**, qui devra assurer une coordination suffisante avec les contreparties techniques. Les pays se sont accordés sur le fait qu'ils ont besoin de préparer **un cadre financier adéquat pour recevoir le financement conformément à la CCNUCC**, ce qui peut également augmenter les opportunités d'accès aux financements de la REDD+.

Préparation juridique pour la REDD+. Il a été observé que les pays doivent travailler sur **l'alignement de leur cadres juridiques d'atténuation du changement climatique avec le cadre international** afin de pouvoir recevoir les paiements aux résultats conformément à la CCNUCC. Les pays doivent avoir une certaine souplesse, étant donné que le cadre international est encore en évolution. En plus, **la préparation juridique pour la REDD+ doit se baser sur des lois et des réglementations existantes**, car beaucoup dans la région sont importantes pour la REDD+, en faisant des adaptations le cas échéant. Il n'y a pas eu **de consensus établi sur le besoin d'éclaircir les liens entre les droits d'émission de carbone et le régime foncier** : tandis que certains pays ont perçu ces liens comme particulièrement importants, d'autres questionnaient l'idée de rattacher la propriété du carbone aux droits fonciers, étant donné que les résultats de la REDD+ sont dérivés d'une action collective à grande échelle et ne peuvent pas être attribués à des acteurs spécifiques.

Finances. Plusieurs pays de l'Amérique latine et les Caraïbes ont insisté sur le fait que les « financements REDD+ » sont reliés aux paiements basés sur les résultats en conformité avec la CCNUCC. Ceci diffère des investissements nécessaires pour mettre en œuvre les stratégies nationales afin d'atteindre le résultat. A cet égard, avec des sources de financement internationales limitées, plusieurs pays considèrent financer partiellement leurs stratégies. Intégrer la stratégie REDD+ aux objectifs de développement national peut faciliter la mobilisation du budget national.

Les approches et la mise en œuvre des stratégies nationales REDD+. Les pays ont fortement insisté sur **le besoin d'une articulation entre le niveau national et les acteurs sous-nationaux**, avec le niveau national jouant un rôle essentiel dans l'assurance de la coordination et de la cohérence. De plus, il a été souligné que **la mise en œuvre des stratégies nationales REDD+ demandent un nombre de contributions techniques et politiques spécifiques, des processus et des organes**, dont quelques-uns sont déjà disponibles. **Un des défis clés identifiés a été le besoin de coordonner et de communiquer de manière efficace** à travers les secteurs et avec toutes les parties prenantes pertinentes. **Un suivi solide de la mise en œuvre sera essentiel pour l'analyse de la performance** pour pouvoir raffiner et améliorer la stratégie REDD+ avec le temps, ainsi que faire un rapport des résultats pour la CCNUCC. Étant donné la nature diverse des moteurs du déboisement (gouvernance, agriculture, etc.) la mise en œuvre de la REDD+ est intrinsèquement intersectorielle. Ceci demande une forte direction politique en soi. La mise en œuvre de la REDD+ peut demander un changement depuis le Ministère de l'environnement ou de la foresterie vers, par exemple, la Présidence ou le Ministère de la planification.

Apports techniques. Dans le processus de développement de la stratégie, il faut des **apports techniques de haute qualité afin d'informer la prise de décisions et la conception de politiques**, et d'assurer la validité des stratégies nationales. A cet égard, la Colombie a mené une analyse de haute qualité des moteurs et causes du déboisement, en séparant par région et en identifiant les interrelations entre les moteurs, les agents et les impacts directs et indirects sous-jacents pour les différents moteurs du déboisement. L'Equateur a mené une analyse des coûts d'opportunité des actions REDD+ potentielles pour guider la sélection des options les plus appropriées. Le système national de suivi forestier créé par le Brésil a été un élément clé pour identifier les zones demandant de l'action, ainsi que l'application réactive du droit.

Cependant, malgré le consensus sur l'importance des apports techniques, il a été accordé que les **pays ne devraient pas attendre des apports techniques optimaux pour commencer le processus de développement de la stratégie nationale REDD+**. L'acquisition des **apports techniques devrait se programmer en phases pragmatiques, basées sur les besoins et les capacités nationales**.

En termes d'apports techniques clés, **l'analyse et la compréhension des moteurs de déboisement et de dégradation des forêts** ont été considérées comme essentielles pour la conception d'une stratégie viable. Afin d'atteindre cet objectif, la Colombie et l'Equateur ont utilisé un mélange de données par satellites et d'études analytiques. En outre, le Panama a investi dans une analyse spatiale de ses moteurs. Plus tard, les pays ont convenu que les **analyses prospectives peuvent être particulièrement utiles** pour soutenir le dialogue intersectoriel et entre les parties prenantes ainsi que la prise de décisions. A cette fin, il faut **des données nationales solides** cohérentes avec le système national de suivi. Toutefois, les résultats doivent être interprétés soigneusement et il faut faire également attention aux personnes auxquelles ont les adresse et la façon dont on les communique. Pour résumer, le débat a principalement gravité autour de **définir des points de départ ; en donnant priorité aux zones d'intervention ; en comprenant les coûts et les avantages ; et en estimant la viabilité financière et politique des interventions**.

Les discussions à l'atelier de l'Amérique latine et les Caraïbes ont ensuite souligné le rôle du niveau national dans le développement des niveaux de référence et de centralisation de l'information à travers **le système national de suivi forestier**. Dans la mesure de la performance, le niveau national doit, en effet, **éviter les inconsistances et la double comptabilisation** entre les données rendues à la CCNUCC et les données émanant d'autres outils ou mécanismes.

En ce qui concerne les systèmes d'information, les participants de l'atelier de l'Amérique latine et des Caraïbes ont discuté sur **l'évolution du concept de registre dans le contexte des négociations de la CCNUCC**. La COP-19 (2013) a établi le « **hub d'information** » comme registre international sous la Convention. Les débats ont abordé la question de savoir si les systèmes d'information au niveau national doivent refléter le hub d'information. Les systèmes d'information de la REDD+ vont au-delà de simples systèmes informatiques, y compris les institutions et les procédures pour rassembler l'information de manière cohérente à travers des définitions et des méthodologies communes clairement établies.

La présentation a conclu avec un aperçu des discussions sur les **niveaux de référence**. Certains pays ont insisté sur le fait qu'ils peuvent rendre les **niveaux de référence nationaux (ou sous-nationaux à titre provisoire) même s'ils ne sont pas encore parfaits et s'ils sont limités vis à vis de leur portée**.

Le retour et le dialogue entre le pays et la CCNUCC est une occasion utile pour les pays d'apprendre et de planifier une amélioration ultérieure. A cet égard, la capacité technique doit être renforcée à l'échelon du pays

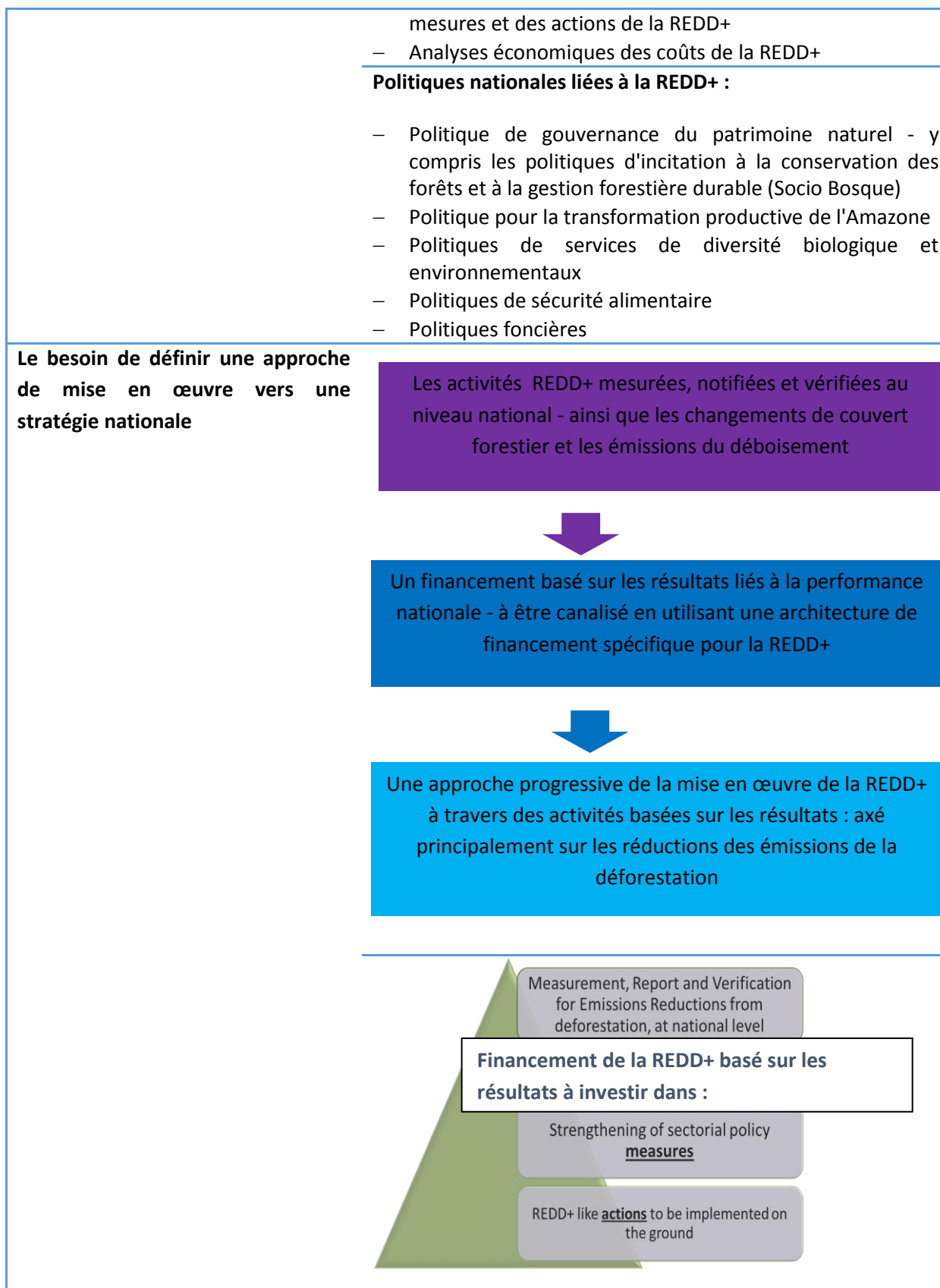
3.4 L'expérience de l'Equateur

Mme. María del Carmen García du Ministère de l'environnement de l'Equateur a fait une présentation intitulée « Les expériences, l'avancement et les enseignements tirés : vers une stratégie nationale REDD+ en Equateur ». Madame García a rappelé les autres éléments de la REDD+ selon l'orientation de la CCNUCC, outre les stratégies nationales, et a insisté que le renforcement des capacités au niveau national et local constitue une condition favorable transversale pour atteindre ces éléments.

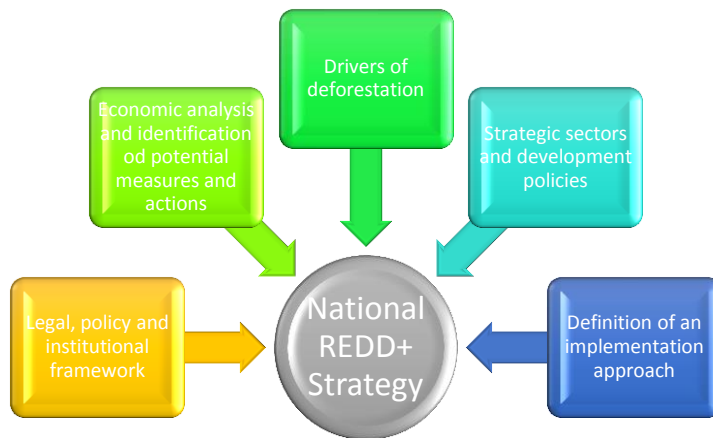
L'approche et la vision nationales de l'Equateur en matière de REDD+ ont été soulignées :

Tableau 3.2 Vision nationale de l'Equateur pour REDD+

Cadre politique, juridique et institutionnel	Cadre politique : <ul style="list-style-type: none"> – Stratégie national de changement climatique – Atténuation et adaptation au changement climatique comme politique d'Etat <hr/> Cadre juridique : <ul style="list-style-type: none"> – Dispositions juridiques sur l'utilisation des services environnementaux à réguler par le Gouvernement – dans une optique principale non fondée sur le marché en réponse au cadre légal actuel <hr/> Cadre institutionnel : <ul style="list-style-type: none"> – Sous-Secrétariat d'Etat à la CCNUCC – Ministère de l'environnement en tant qu'Autorité nationale REDD+
Cinq secteurs stratégiques pour la performance REDD+ basés sur les causes de déforestation et le potentiel de bénéfices sociaux et environnementaux de REDD+	<ol style="list-style-type: none"> 1. Foresterie 2. Elevage et agriculture 3. Eau 4. Diversité biologique 5. Sécurité alimentaire
<i>« REDD+ non pas comme un objectif mais plutôt comme un véhicule pour atteindre le développement national des priorités au secteur foncier »</i>	
Besoin de relier la REDD+ avec des politiques et des cibles de développement plus larges	Critères d'analyse : <ul style="list-style-type: none"> – Considération des moteurs de déforestation au niveau local en utilisant des outils spatiaux – Identification des potentielles mesures et actions de la REDD+ – Priorisation géographique pour la mise en œuvre des



En somme, la définition d'une stratégie nationale en Equateur se décrit de la manière suivante :
 Figure 3.2 – Éléments clés pour l'élaboration de la stratégie nationale de l'Equateur



Soutenue par un système national de suivi forestier, un système d'information sur les sauvegardes et un niveau de référence des émissions dans le contexte du financement basé sur les résultats

Mme. Garcia a conclu en soulignant les principaux défis et enseignements tirés dans la définition d'une approche nationale de la stratégie de la REDD+ :

- **L'articulation efficace de la REDD+ avec les politiques sectorielles**, afin d'assurer un équilibre entre les deux, est essentielle pour la durabilité d'une politique REDD+.
- Les **incertitudes existantes par rapport aux options actuelles de financement basé sur les résultats REDD+ sont toujours un défi**, puisque REDD+ peut-être perçue comme une politique coûteuse qui demande de haut investissements ex ante.
- Le **manque de compréhension de la REDD+ au niveau national et international** parmi les parties prenantes clés a suscité de hautes attentes sur les financements REDD+, mais aussi le rejet de certains groupes.
- Le **besoin de renforcer et de créer des capacités** (y compris mais sans se limiter au niveau technique) parmi les parties prenantes clés et dans les institutions importantes est essentiel.

3.5 Discussions

Table 3.3 Aperçu des discussions de la séance 3

Questions posées et commentaires des pays participants	Réponses données :
	Réponses du Mexique
Quelle est la durée de temps de la Stratégie	✓ La Stratégie est basée sur une période de 8-10 ans. Mais ceci sera probablement reprogrammé, car une telle stratégie doit être à long terme
Quel est le niveau de participation communautaire dans la	✓ Le processus de conception de la stratégie nationale REDD+ au Mexique a été participatif dès le début, aux différents niveaux. Il n'était pas possible de le faire directement dans les communautés ; mais à travers des représentants des groupes et des organisations regroupant d'autres

conception de la stratégie nationale REDD+ du Mexique ?

organismes. Un Comité technique consultatif des multiples parties prenantes a été établi pour le processus REDD+, y compris la stratégie REDD+, car il y a eu également des consultations au niveau de l'état et au niveau régional. Il y a eu des contacts directs avec quelques communautés sur les sauvegardes et les niveaux de référence. Le projet de stratégie nationale REDD+ a été révisé afin d'y incorporer le retour de la société civile. L'année prochaine il y aura un autre grand processus de consultation.

- ✓ Un protocole de consultation et une stratégie de communication ont été établis pour le processus de conception de la stratégie.
- ✓ La foresterie communautaire est un des piliers de la vision REDD+ du Mexique

De quelle manière le Mexique s'est engagé avec des mécanismes basés sur le marché ? Qu'est-ce qui a bien marché jusqu'à présent ?

- ✓ Le Mexique considère le marché volontaire du carbone comme un mécanisme adéquat pour l'augmentation des stocks de carbone qui peut fournir une source de revenus pour les communautés.
- ✓ Certains projets sont en train de vendre du carbone au marché volontaire, en utilisant des normes internationales ou en développant leur propre norme.
- ✓ Le Mexique est en train de développer ses propres normes et procédures pour avoir un modèle moins cher et plus simple que les normes du marché volontaire actuel, à travers une approche intersectorielle.

Réponses du Programme ONU-REDD

En ce qui concerne les liens entre les droits, qu'est-ce qu'il faut faire pour reconnaître les efforts des acteurs dont les droits ne sont pas reconnus normalement ?

- ✓ Il s'agit de deux choses différentes. Tandis qu'il y a eu un grand consensus en Amérique latine et aux Caraïbes sur le fait que l'éclaircissement des droits fonciers est très important, les opinions varient en ce qui concerne le fait d'attacher les droits carbone directement à la propriété des terres, en considérant que cela repose fortement sur des actions collectives (politiques et mesures nationales, y compris la planification foncière à grande échelle, politiques sectorielles, etc.)

Quels sont les éléments qui constituent les paiements à la performance dans le financement de REDD+ ? Comment peuvent faire les pays pour obtenir des fonds ?

- ✓ Plusieurs pays en Amérique latine et aux Caraïbes considèrent le financement comme une partie du cadre de mise en œuvre de leur stratégie nationale REDD+, pour atteindre les résultats. Ils ont souligné que si les stratégies nationales REDD+ sont intégrées aux stratégies nationales de développement, il est plus simple d'avoir accès au budget national.
- ✓ Il est important de faire attention à la terminologie. Lorsqu'on parle du financement de la REDD+, il faut faire clairement la différence entre le financement basé sur les résultats et le financement nécessaire pour opérationnaliser les activités de préparation et de démonstration.

Le travail analytique et de programme sur les moteurs de déforestation et de dégradation des forêts est positif, mais traiter les moteurs demande un engagement intersectoriel et le travail analytique des secteurs comme l'énergie

- ✓ La coordination intersectorielle est un défi et la REDD+ ne répondra pas toujours à tous les obstacles associés à ce défi. Cependant, il est important de lui donner priorité et d'assurer l'acceptation générale par les autres secteurs.
- ✓ Il est très important de réaliser une analyse de rentabilité pour la REDD+, basée sur des arguments économiques et avec une vision claire de la façon dont la REDD+ peut soutenir les objectifs nationaux de développement, de manière à avoir de la crédibilité envers les autres secteurs économiques et d'assurer un soutien politique de haut niveau.

ou l'agriculture, ce qui représente un défi. Il est, toutefois, essentiel d'identifier et traiter les moteurs clés.

Quelle a été la trajectoire pour développer la stratégie nationale REDD+ en Equateur ? A-t-elle été lancée ?

L'Equateur a pris la décision de commencer d'abord avec le déboisement et de s'occuper des autres activités de la REDD+ plus tard. L'Equateur a prévu d'améliorer sa stratégie au fur et à mesure ? Il paraît que l'Equateur cherche à avoir sa stratégie nationale de la REDD+ comme un document évolutif.

Réponses de l'Equateur

- ✓ La stratégie nationale REDD+ à l'Equateur en est toujours à la phase de développement.
- ✓ Un élément essentiel de sa conception a été le but de se baser sur des politiques déjà existantes comme la politique de changer la matrice productive de l'Amazonie. Dans les premières étapes de la conception de la stratégie, l'Equateur a essayé de développer une politique spécifique pour la REDD+. Toutefois, cette approche restait problématique, en particulier car beaucoup percevaient la REDD+ comme une possible menace. Dans ce sens, il était plus stratégique de créer la REDD+ comme une partie des politiques plus larges, en incorporant les critères de la REDD+ dans des politiques et des cadres déjà existants. Sur cette base une nouvelle approche pour la mise en œuvre et la stratégie REDD+ est en développement.

- ✓ L'Equateur a opté pour une approche progressive, car au jour d'aujourd'hui il a des données et capacités solides pour suivre seulement le déboisement.
- ✓ A l'avenir, le pays prévoit d'analyser d'autres activités de la REDD+. Par conséquent, le pays identifie des politiques, des actions, des mesures et des dispositions institutionnelles pertinentes afin de répondre à ces activités.
- ✓ Même si le pays a développé des activités liées à la conservation et à la gestion durable des forêts, il est encore trop tôt pour les inclure comme des activités de la REDD+ basées sur les résultats selon la stratégie nationale actuelle. Par exemple, tandis que la restauration fait partie du programme Socio Bosque, les données de restauration sont limitées, ainsi que le suivi de cette intervention. Néanmoins, la finance REDD+ basée sur les résultats pour les réductions nationales d'émissions de la déforestation peuvent être canalisées par la stratégie REDD+ du pays vers un ensemble plus large de politiques et actions dans les domaines liées à la conservation, restauration, gestion durable des forêts et d'autres activités pour combattre les causes de la déforestation.

4 Séance 4 : Exercice de jeu de rôles : Etablir la portée des problèmes et des besoins dans la conception de la stratégie REDD+

Les objectifs de la séance étaient les suivants :

- Engager les représentants des pays à refléter le point de vue de plusieurs acteurs clés sur :
 - l'information demandée pour une prise de décision adéquate lors du processus du développement des stratégies nationales et plans d'actions REDD+,
 - les aspects importants à traiter dans le processus de conception afin de garantir la qualité, la solidité, le soutien politique de haut niveau ainsi qu'une large base de soutien et une amélioration itérative pragmatique (échelle géographique, exhaustivité) vers la phase 3.
- Comprendre les domaines dans lesquels les pays souhaitent un soutien du programme ONU-REDD pour le développement des stratégies nationales et plans d'action.
- Mettre en pratique et approfondir les enseignements tirés de la première journée

Au vu de l'importance de la libre interaction, les participants se sont séparés en deux groupes, les francophones (14 personnes) et les anglophones (16). Dans chaque groupe, deux participants ont joué le rôle de Coordinateur national REDD+, servant de modérateur et de secrétaire. Les autres devaient choisir parmi différents acteurs clés dans le processus de conception de la stratégie nationale REDD+, et donner une brève description de leur rôle : (i) Ministère de l'environnement ou foresterie extérieur à l'équipe REDD+ (2 personnes), (ii) Ministère de l'agriculture (2 personnes), société civile (2 personnes), secteur privé (2 personnes), communauté internationale (bailleurs, ONU-REDD) (2 personnes). Les participants ont reçu un document donnant l'information de base sur le pays fictif auquel ils appartenaient, l'objectif et la structure de la séance ainsi qu'une série de questions indicatives et des sujets clés à traiter (ex. les décisions stratégiques nécessaires à l'égard de la portée de la stratégie et son évolution progressive, l'intégration des autres activités REDD+ dans le processus de conception, etc.)

Les participants ont assuré la réussite collective de l'exercice à travers une séance de brainstorming et le jeu de rôles. D'autres informations supplémentaires importantes pour la prise de décisions sur le processus de conception de la stratégie étaient disponibles à travers les observateurs du programme ONU-REDD, présents pour catalyser les discussions le cas échéant (voir annexe 1 pour plus d'information). Les participants ont eu trois heures de travail en groupe avant la séance de restitution plénière de 15 minutes.

Les deux groupes ont commencé par exprimer l'opinion des différents acteurs, ainsi que de leurs attentes, espoirs et peurs vis à vis de la REDD+. Le groupe francophone s'est concentré plus sur certaines informations clés nécessaires pour alimenter le processus de conception, sur quelques dispositions pour mener le processus de conception de la stratégie et ensuite sur les éléments qui devraient faire partie du document en matière mise en œuvre. Le groupe anglophone s'est plutôt concentré sur les aspects de qualité à considérer dans le processus de conception de la stratégie.

Le groupe anglophone a souligné que la stratégie nationale REDD+ doit supporter les objectifs de développement du pays et contribuer à la réduction de la pauvreté, et être incorporée dans une

stratégie déjà existante ou plus large. Les compromis nécessaires doivent être identifiés (ex. sécurité alimentaire), reconnus et quantifiés. Il faut être très prudent sur l'ancrage de la REDD+ pour assurer sa réussite. L'intégration de la REDD+ aux secteurs importants ne doit pas interférer avec le soutien de l'APD, la REDD+ devant être additionnel. Le processus de conception doit permettre une planification substantive, créant un lien entre tous les éléments du processus REDD+. Les parties prenantes doivent être engagées dès le début, mais stratégiquement, avec un accent mis sur l'assurance en particulier de l'inclusion et de l'acceptation des parties prenantes clés (ex. des ministères puissants). Le message REDD+ doit être soigneusement encadré avec une sensibilisation et un plan d'action de communication solides. Les bénéfices attendus des actions REDD+ doivent être quantifiés, en assurant la performance et le rapport coût-efficacité, et les bénéfices atteints doivent être communiqués au niveau national plutôt que seulement au niveau du projet.



En ce qui concerne l'information nécessaire, le groupe francophone a insisté sur l'étude des moteurs de déforestation et dégradation des forêts (détaillée : quantitative, spatiale, avec des moteurs directs et sous-jacents, y compris la gouvernance) ainsi que la vision REDD+ du pays, les plans d'utilisation des terres. En termes de faisabilité des actions proposées, l'accent a été mis sur l'analyse de leurs aspects socio-économiques et environnementaux ainsi que sur le cadre juridique. Pour mener la conception de la stratégie, les participants ont considéré la création d'une plateforme pour entamer

un dialogue intersectoriel sur la vision du pays, ainsi que d'un groupe de travail inclusif, tandis que le ministère en charge de la REDD+ doit jouer un rôle politique actif dans la promotion de la REDD+ vers les autres secteurs. A l'égard des dispositions pour la mise en œuvre de la REDD+, les participants ont insisté sur le fait de bien identifier les composantes nécessaires: structure institutionnelle pour piloter le processus, mécanisme financier et stratégie de mobilisation des fonds transparente, réformes juridiques liées aux moteurs directs ou sous-jacents de déforestation et de dégradation des forêts, mécanisme de partage des bénéfices cadré juridiquement et système d'évaluation de la performance (système national de suivi forestier, niveau de référence).



Après la séance de restitution, les participants ont témoigné de leur appréciation de l'exercice. Tous les participants qui ont parlé ont trouvé l'exercice très utile, à part un qui aurait préféré une discussion plénière. Un des pays aurait aimé pouvoir faire une comparaison ultérieure avec un référentiel prédéfini (étapes, composantes...). Un autre participant a remarqué que l'exercice a donné à tous l'opportunité de voir la REDD+ sous un angle différent, tout en permettant au Programme ONU-REDD de recevoir l'information par les responsables de la mise en œuvre sur le terrain. Le même pays a également signalé qu'il n'y a pas un tel référentiel, mais qu'il y a plutôt des aspects importants à considérer à la lumière du contexte du pays, puisque le processus de conception de la stratégie nationale est très dépendant des circonstances nationales. Plusieurs pays ont plaidé pour renforcer les capacités et le partage des expériences utiles de manière continue. Mr. Josep Gari a clôturé la séance en insistant sur le fait qu'un tel exercice montre l'importance de l'engagement des parties prenantes ; non seulement dans l'intérêt de la participation, mais aussi car il représente un moyen pour affronter les opinions, les intérêts et les expériences afin d'atteindre un consensus et de s'accorder sur une direction.

5 Séance 5 : Gestion des connaissances et communication : Comment soutenir la conception des stratégies REDD+

Les objectifs de cette séance étaient de familiariser les participants au concept de gestion des connaissances (KM), et réitérer la valeur de la gestion de connaissances et de la communication pour la conception des stratégies nationales REDD+. Les méthodologies et outils de gestion des connaissances fournis ont renforcé les capacités de production et d'échange de connaissances parmi les pays participants. L'aspiration générale est que les connaissances, les expériences et les innovations des programmes REDD+ les plus avancés soient partagés et que les pratiques de mise en œuvre soient améliorées afin d'avoir des résultats durables à long terme. Les enseignements tirés ont été partagés et saisis pour leur compréhension et reproduction dans les différents pays.

La gestion des connaissances (KM) est le processus par lequel nous reflétons et partageons les expériences, et ensuite nous nous en inspirons afin d'améliorer nos résultats. L'accent a été mis sur le fait qu'il n'est pas suffisant pour une organisation de simplement « avoir les connaissances ». L'organisation doit être capable de maîtriser et d'appliquer ces connaissances pour avoir de meilleurs résultats. En fait, la plupart des praticiens à l'échelon du pays pratiquent souvent le KM sans s'en rendre compte. Il est donc essentiel de tirer profit de ces efforts et de faire quelques pas simples pour présenter de nouvelles techniques de KM efficaces au travail.



Les expériences du Programme ONU-REDD recueillies ces cinq dernières années nous montrent que les connaissances ont été saisies et partagées de manière peu cohérente, parfois explicite, comme les produits fondés sur le savoir créés jusqu'à présent. Cependant, la plus grande part des connaissances, les connaissances tacites gardées dans les têtes des gens sur les expériences ou l'apprentissage, sont souvent difficiles à écrire et à partager à travers des produits fondés sur le savoir, ou alors elles ont besoin de procédures spécifiques pour rendre ceci faisable. C'est pourquoi la vision de la gestion des connaissances pour la région sera de transformer les connaissances tacites en connaissances explicites tels que des produits fondés sur le savoir pertinents et nécessaires, ou à travers la saisie des connaissances issues des rencontres des communautés de pratique.

Les éléments clés de la gestion des connaissances ont été présentés ci-dessous :

- a) Les personnes : la gestion des connaissances est d'abord et avant tout une question de personne
- b) Les processus : par exemple, afin d'améliorer les flux des connaissances, il faut que nous changions la manière dont leurs processus internes sont structurés
- c) La technologie (intranet, bases de données, réseaux) : un facilitateur essentiel, mais qui doit avant tout, en fin de compte, servir aux gens et aux processus.



Peu d'activités suggérées ont été partagées, comme l'importance de créer des produits fondés sur le savoir et ancrés dans le traitement des besoins des pays. Le Programme ONU-REDD travaillera afin d'identifier quelles sont les connaissances les plus importantes pour les pays et quelles sont leurs préférences vis à vis des produits fondés sur le savoir. Ce processus devrait faire appel aux meilleures pratiques actuelles et devrait encourager la créativité et l'innovation. Il a été clairement illustré que chaque pays développant un programme national traverse les mêmes phases que pour le processus de développement d'un R-PP et lors de l'évolution vers la mise en œuvre. Même si deux programmes nationaux ne sont jamais identiques car développés de manière adaptée aux contextes pays, il y a des éléments de processus cohérents qui peuvent être soutenus par les produits fondés sur le savoir.

De façon similaire, les mécanismes que l'ONU-REDD a pu soutenir dans les pays fonctionnent à travers un appui ciblé basé sur des demandes provenant directement des pays. Le mécanisme d'appui ciblé sera appuyé par les pratiques de KM, par exemple, en établissant une liste d'experts en la matière auxquels l'on peut faire appel pour qu'ils fournissent de l'assistance technique.

Un atout clé de l'ONU-REDD repose sur les personnes de son vaste réseau immédiat. Le renforcement des réseaux de personnes et de pays engagés dans la REDD+ présente un grand potentiel pour que les connaissances puissent circuler plus efficacement. On peut apprendre des expériences des autres et il est possible de créer des partenariats formels et informels. L'établissement d'une communauté régionale de pratique est une façon constructive et précieuse de rassembler les personnes autour des intérêts communs et de leur offrir une plateforme pour échanger constamment leurs idées, leurs expériences et leurs innovations.

Beaucoup des défis auxquels un pays doit faire face lors de la préparation et de la mise en œuvre de la REDD+ ont été surmontés par d'autres pays quand ils passaient par une phase similaire. Une technique simple de KM devrait permettre aux pays de présenter un défi auquel ils font face et d'avoir le conseil des autres pays qui ont eu des expériences similaires. Cette technique peut être mise en œuvre de façon systématique en l'intégrant aux réunions du Programme ONU-REDD, comme le conseil d'orientation ou les ateliers de retour d'expérience. Elle peut aussi être demandée par les pays le cas échéant, avec le soutien et la facilitation du Programme ONU-REDD.

Les outils de communication ont été présentés (bibliothèques primaires) comme l'espace de travail, le site web public, et les participants ont été informés de la riche liste de ressources et sur la façon d'y accéder. L'attention a été portée sur l'académie REDD+ en tant que pratique de gestion des connaissances pour former les responsables et décideurs de la REDD+ sur des questions telles que les stratégies nationales REDD+, les sauvegardes et l'engagement des parties prenantes. L'accent a été également mis sur l'importance des ressources visuelles, en particulier les images. En 2014, deux produits de gestion des connaissances (*La construction du capital naturel : Comment la REDD+ peut supporter une Economie verte* et les *Forêts concernant le changement climatique : Un Recueil de références pour intégrer la REDD+ dans les programmes académiques*) a dynamisé le texte par des images soigneusement sélectionnées qui le complètent, en attirant l'attention sur les problèmes et en aidant à expliquer les complexités de la REDD+, plutôt que de les sélectionner comme une pensée après coup. Un service consacré au partage d'images tout au long du Programme est en cours d'établissement et il devrait bientôt être prêt.

La discussion qui a suivi a gravité autour des besoins des pays d'accéder à un outil et aux méthodologies de communication capables de transmettre des messages simples avec un impact ciblé pour atteindre les niveaux communautaires, ainsi que les autorités du gouvernement.

Messages clés

- **Des produits fondés sur le savoir** pour couvrir les sujets de connaissance dont les pays ont besoin. Ils doivent être planifiés et développés de manière à s'appuyer sur les atouts du Programme ONU-REDD et sur la base des connaissances de la communauté de pratique.
- Un résultat essentiel suggéré par la plupart des participants est l'établissement d'une **communauté régionale de pratique** qui permettra la continuation du partage d'expériences et de leçons entre les pays
- L'équipe régionale doit agir comme **courtier de connaissances** afin de faciliter les connections entre les pays, afin d'identifier quand les pays peuvent se soutenir les uns les autres, et quand ils peuvent partager des expériences sur la préparation et la mise en œuvre de la REDD+.

5.1 Séance de conclusions

Mr. Bruno Hugel a d'abord résumé les messages clés soulignés par les participants durant ces deux dernières journées :

- La qualité du **document** de la stratégie est essentielle : un tel document doit présenter la vision du pays ainsi qu'une voie crédible vers les résultats de façon à mobiliser le soutien.
- Pourtant, le **processus** de développement d'une stratégie nationale REDD+ est d'une importance cruciale et présente l'occasion de renforcer le soutien politique au plus haut niveau ainsi qu'une base de soutien plus large. Les pays doivent réfléchir sur les questions:
 - « *Pourquoi* » ? Quels sont les objectifs et le contexte de développement du pays, le contexte de déboisement (tendances et moteurs liés) et sa vision pour la REDD+
 - « *Quoi* » ? Quels sont les politiques et les mesures (réformes et actions basées sur les résultats) considérées par le pays pour arriver aux résultats
 - « *Comment* » ? Comment mettre en œuvre REDD+ (le piloter, le financer, le mettre en œuvre et le suivre), en créant des dispositions juridiques, financières et institutionnelles efficaces, pragmatiques et crédibles
- Un tel processus offre l'opportunité d'améliorer la **collaboration et le dialogue intersectoriels nécessaires** (pour les phases de préparation et de mise en œuvre) ainsi qu'un **dialogue multipartite constant**, en créant graduellement un consensus, et en assurant que la REDD+ est perçue comme une opportunité pour tous plutôt qu'une menace pour certains.
- **Intégrer les stratégies nationales REDD+ dans les objectifs nationaux de développement et dans les documents.** Ceci exige la création d'une **analyse de rentabilité de REDD+ afin d'asseoir sa crédibilité et sa visibilité**, et d'être capable de faire partie des plusieurs **processus de planification sectoriels et transversaux, et ainsi influencer la voie de développement du pays vers une économie verte.** De même, ceci augmente l'opportunité d'attirer le financement national pour la mise en œuvre.
- Il est important d'avoir des bons apports techniques, mais il est aussi possible de les construire progressivement au cours du processus. De manière similaire, **les approches progressives et pragmatiques** sont recommandées : la première itération de la stratégie peut être axée sur certains éléments spécifiques (certaines activités REDD+...) selon la capacité du pays (ex. la capacité du système national de suivi forestier de suivre la dégradation, la disponibilité des données), lors de la planification de l'amélioration continue dans les cycles futurs de la stratégie du pays.
- **Le leadership du gouvernement**, et sa **coordination de beaucoup d'acteurs aux différents niveaux de gouvernance** (niveau national, sous-national et de projet) sont essentiels pour l'efficacité et la cohérence, mais ils représentent également un défi.
- **Intégrer les différents éléments** fixés dans le Cadre de Varsovie de la CCNUCC (stratégie, niveau de référence, système national de suivi forestier et systèmes d'information sur les sauvegardes) est impératif : le processus de conception de la stratégie nationale est une opportunité pour **assembler les morceaux** et rationaliser les différents éléments de la préparation à la REDD+
- **S'appuyer sur des institutions, des processus et des données déjà existants**, en adaptant ou complétant au fur et à mesure le cas échéant.

Sur cette base, Mr. Fabien Monteils, conseiller régional du Programme ONU-REDD/PNUD, a encouragé les pays en signalant que les pays pionniers avaient réussi, et donc les nouveaux pays à s'engager dans l'élaboration de leur stratégie REDD+ avaient **toutes les chances d'y arriver**. Il a également mis l'accent sur la valeur de l'apprentissage du jeu de rôles, démontrant que les choses complexes paraissent **plus simples quand on se lance concrètement dans la pratique**. M. Monteils a remarqué que bien que le Programme ONU-REDD n'a pas de recette ou de boîte à outils prête à l'emploi, il a les capacités d'aider avec les éléments que les pays considèrent nécessaires. La priorité de l'ONU-REDD, et son positionnement unique est **d'aider les pays à rejoindre le mécanisme de la CCNUCC**, en les accompagnant à travers les échanges Sud-Sud. Il a conclu en notant que développer une stratégie nationale REDD+ est un **processus idéal pour créer des partenariats** au niveau pays, entre les pays, entre les pays et le programme ONU-REDD, et même entre les agences des Nations Unies.

« Nous pouvons faire les choses pas à pas : prenons le premier pas ensemble ! Le Programme ONU-REDD est ici pour vous. »

Mr. Tim Christophersen, coordonnateur du Programme ONU-REDD au PNUE, et conseiller sénior pour les forêts et le changement climatique, a félicité les participants pour être un « atout précieux pour le développement futur de l'Afrique ». Il a également mis l'accent sur leurs orientations si nécessaires et observées. Le cadre de Varsovie a fourni **un signal très clair pour de démarrage de REDD+**. Il permet aux pays d'adopter des **approches itératives**, en atteignant des réussites tangibles qu'ils ont déjà vécues dans la REDD+. Il a ajouté que cet échange Sud-Sud a été un aperçu de l'avenir de l'ONU-REDD : **unis dans l'action** et travaillant ensemble pour soutenir les pays.

Mr. Salisu Dahiru, coordinateur national REDD+ au Nigéria et dernier coprésident africain au conseil d'orientation du Programme ONU-REDD, a conclu l'échange avec des mots de gratitude pour l'opportunité de dialoguer entre partenaires, ce qui a facilité la revue par les pairs, le maillage et « beaucoup d'apprentissage ». Le Programme ONU-REDD a été un facilitateur et un partenaire clé. Il doit continuer à **faciliter le dialogue entre les pays** et à assister en matière du développement d'un **réseau des pairs** qui puisse se maintenir à flot sans avoir à dépendre des opportunités comme cette réunion. Il a ajouté que le développement de la stratégie est rendu désormais plus facile. Bien qu'il n'existe aucune **recette universelle** et que la REDD+ s'adaptera aux besoins spécifiques de chaque pays, les éléments de base sont clairs, et l'amélioration des capacités a été « fantastique ». L'un des piliers de la contribution de ce programme est le renforcement massif des capacités au fil des ans. Il a conclu en disant que ceci ne doit pas s'arrêter, alors qu'on abordera bientôt la stratégie du Programme ONU-REDD 2016 -2020.

« Cet atelier nous a ouvert le système, et nous a fait réaliser que nous avons la capacité en interne de le construire. »



Annexe 1 - Agenda

Temps	Activité	Conférenciers et modérateurs
PREMIER JOUR		
8h30	Arrivée des participants et enregistrement (avec café/thé)	
9h	<p>ACCUEIL ET INTRODUCTION</p> <ul style="list-style-type: none"> Discours de bienvenue de Mme. Maria-Threase Keating et de Mr. Alfred Gichu Tour de présentation des participants Introduction de l'échange Sud-Sud, y compris la méthodologie de la gestion des connaissances (par Ela Ionescu, Programme ONU-REDD Afrique) Révision de l'agenda 	<ul style="list-style-type: none"> Mme. Maria-Threase Keating Directrice du PNUD - Kenya (pour le Coordinateur résident) Mr. Alfred Gichu Coordinateur REDD+ Kenya <p><u>Modération</u> Josep Garí (ONU-REDD Afrique)</p>
9h30	<p>Séance 1 - EXPERIENCES DE L'AFRIQUE</p> <ul style="list-style-type: none"> Introduction Présentations des processus et des réussites dans des pays phares : La Tanzanie, la Zambie, la République du Congo et la RD du Congo Réactions des conférenciers (d'après les questions du modérateur) Questions et débat en plénière 	<ul style="list-style-type: none"> Groupe composé par les points focaux nationaux ou experts de la Tanzanie, la Zambie, la République du Congo et la RD du Congo <p><u>Modération</u> Elsie Attafuah (ONU-REDD Zambie)</p>
12h	Déjeuner	
14h	<p>Séance 2 – ROLE DU PROGRAMME ONU-REDD</p> <ul style="list-style-type: none"> Le soutien du Programme ONU-REDD aux pays en matière de conception de la stratégie nationale Discussion plénière - <i>Identifier comment le Programme ONU-REDD peut améliorer le soutien donné et l'adapter aux besoins et demandes des pays et à la région dans son ensemble.</i> Questions indicatives (pour les pays ayant déjà reçu le soutien du Programme ONU-REDD) : <ul style="list-style-type: none"> Ce qui a bien marché Ce qui s'est mal passé Ce qui peut être amélioré : Synthèse des éléments communs 	<ul style="list-style-type: none"> Experts des agences du Programme ONU-REDD <p><u>Modération</u> Danae Maniatis (ONU-REDD)</p>
16:20	<p>Séance 3A - EXPERIENCES DE L'AMERIQUE LATINE</p> <ul style="list-style-type: none"> Le processus du Mexique vers la conception de la stratégie nationale de la REDD+ Questions et débat avec l'audience 	<ul style="list-style-type: none"> Jaime Severino Romo (Mexique) – via Skype <p><u>Modération</u> Lucien Dja (Côte d'Ivoire) et Thais Narciso (ONU-REDD Afrique)</p>
17h00	Fin du premier jour (avec café/thé)	

DEUXIEME JOUR

9h00	<p>Séance 4A - ETABLIR LA PORTEE DES PROBLEMES ET DES BESOINS DANS LA CONCEPTION DE LA STRATEGIE DE LA REDD+</p> <p>Un exercice de jeu de rôles, en groupes, pour avoir une idée des problèmes et des besoins pour développer les stratégies nationales REDD+ en Afrique. Les membres des groupes jouent des « rôles ». 2 membres servent de rapporteurs / médiateurs. Les professionnels du Programme ONU-REDD facilitent et assistent.</p> <p>Les consignes spécifiques sont données au début de la séance, à chaque groupe</p> <p><i>NB : café ou thé proposé à 10h00</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Exercice de jeu de rôles ➤ Deux groupes formés : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Le groupe anglophone ❖ Le groupe francophone
11h30	<p>Séance 4B - DISCUSSIONS PLENIERES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Compte-rendu des groupes sur l'exercice de jeu de rôles (par chacun des rapporteurs) • Discussions plénières, guidées par des questions clés 	<p><u>Modération</u> Deuteronomy Kasaro (Zambie) Danae Maniatis (ONU-REDD)</p>
12h30	Déjeuner	
14h00	<p>Séance 5 - GESTION DES CONNAISSANCES ET COMMUNICATION</p> <ul style="list-style-type: none"> • Qu'est-ce que la « gestion des connaissances » • Utiliser des outils de gestion des connaissances et de communication pour supporter le processus d'élaboration des stratégies nationales REDD+ • Questions de la réunion plénière • Enquête 1 : Besoins en matière de connaissances de l'Afrique • Enquête 2 : Evaluation de l'atelier 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Ela Ionescu (spécialiste en gestion des connaissances pour l'Afrique du Programme ONU-REDD) ➤ Suzannah Goss (coordinateur de la communication au Programme ONU-REDD)
15h00	<p>Séance 3B - EXPERIENCES DE L'AMERIQUE LATINE [suite]</p> <ul style="list-style-type: none"> • Compte rendu de l'atelier régional de l'Amérique latine sur les stratégies nationales REDD+ (Quito, juillet - août 2014) • Expériences de l'Equateur • Questions et débat 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Bruno Hugel (ONU-REDD) ➤ Maria del Carmen Garcia Espinosa (Equateur) – <i>via Skype</i> <p><u>Modération</u> Lucien Dja (Côte d'Ivoire) et Thais Narciso (ONU-REDD Afrique)</p>
16h15	<p>CONCLUSIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> • Synthèse des leçons et des conclusions de l'atelier • Retour des participants • Remarques de conclusion 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Bruno Hugel (ONU-REDD) ➤ Tim Christophersen (ONU-REDD) ➤ Salisu Dahiru (coordinateur national REDD+ Nigeria) <p><u>Modération :</u> Fabien Monteils (ONU-REDD Afrique)</p>
17h00	Fin de l'atelier régional (avec café/thé et collation)	

Annexe 2 - Méthodologie de la gestion des connaissances

L'objectif de la méthodologie de l'atelier était de stimuler une atmosphère active d'apprentissage et un échange conscient des expériences au niveau individuel et du programme. Les différents exercices ou méthodes utilisés et combinés pendant l'atelier sont les suivants :

- Des présentations plénières, mélangées à la « méthodologie des Post-it »
- Génération et groupement participatif d'idées sur des Post-it

Méthodologie des Post-it

Objectifs :

- 1) Identifier les problèmes et les points communs pour une étude ultérieure et un échange de connaissances afin de faire se rencontrer les besoins et les expériences à offrir parmi les pays,
- 2) Fournir un retour direct sur les présentations, et finalement,
- 3) Maintenir les participants engagés pendant les présentations plénières.

Les participants ont axé la méthodologie des Post-it sur l'identification des sujets pertinents et des points communs. La méthodologie a été expliquée au début de l'atelier, en même temps que les objectifs et les résultats attendus pour guider et motiver les participants à s'engager dans des activités de partage de connaissances.

Durant les présentations, on a demandé aux participants d'écrire des commentaires de deux types : 1) **expérience à partager** ; 2) **leçons à apprendre**. Les commentaires ont été placés sur le tableau de conférence du pays auquel le commentaire était adressé. L'exercice des Post-it est resté ouvert pendant l'atelier, de manière à ce que les participants aient la possibilité de compléter constamment ou de modifier leurs notes. Après une tournée de modifications finales des besoins à apprendre et des notes, ces dernières ont été collectées et reclassées en groupes thématiques.

Réflexions :

- Cette méthodologie a été appréciée comme une visualisation des ressources de connaissances et des besoins existants des pays
- L'on a encouragé les participants (très participatifs et interactifs) à identifier de manière active, à échanger et à explorer leurs connaissances
- Maintien de l'audience alerte et réflexive durant la présentation. Avec tout visible sur le mur, on peut suivre l'évolution de l'exercice et la façon dont l'information sera utilisée

Les deux tableaux ci-dessous contiennent une liste complète des **besoins d'apprentissage** ou des **expériences à partager** comme identifiés pendant la première journée de l'atelier.

Tableau II : Connaissances à partager

Expériences à partager	Expérience pertinent pour	Programme avec expérience
Approche à deux voies	L'Ethiopie	Le Nigéria
Engagement des parties prenantes	L'Ethiopie	Le Zimbabwe
Partage de multiples avantages	La RDC	La Zambie
Sauvegardes	Le Congo Brazzaville, la Guinée-Bissau	Le Zimbabwe

Tableau I : Besoins de connaissances

Idées (Besoins)	Pays en besoin	Pays avec de l'expérience pertinente
Economie verte	Le Congo Brazzaville	
Traiter le charbon comme cause de dégradation ; Progrès en matière de charbon durable	Le Malawi	Le Nigéria L'Ouganda
Développement de la stratégie	Le Nigéria	La RDC
Critères pour le plan national d'aménagement	Le Zimbabwe Le Soudan du Sud	Le Nigéria La Tanzanie
Coordination du processus de la REDD dans une organisation fédérale	Le Zimbabwe	Le Nigéria
Les forêts outrepassent l'administration dans un système fédéral de frontières, comment vous en occupez-vous ?	Le Soudan du Sud	Le Nigéria
Le rôle du secteur privé (société forestière) dans la conception de la stratégie nationale	Le Soudan du Sud	République de Congo
Niveaux de référence	Le Congo Brazzaville	La Tanzanie La Zambie
Des outils pour l'identification des moteurs et le processus de création du groupe de travail national	La Guinée-Bissau	La Tanzanie
Le financement et support de la NFI	Le Soudan	La Tanzanie
Développement de la stratégie de la REDD+	Le Nigéria	La Tanzanie
Mettre en œuvre les projets liés à la REDD+	La Zambie	La Tanzanie Le Congo Le Kenya
Le processus de la stratégie nationale et le développement institutionnel	Le Zimbabwe	La Zambie
Mobilisation rapide de ressources dans les premières phases du développement de la REDD+	Le Soudan du Sud	La Zambie
Approche d'intégration de la REDD+ dans les politiques existantes	Le Malawi	La Zambie
Engagement politique de haut niveau	Le Madagascar	Le Congo Brazzaville, la Zambie
Processus de démarrage et document outils pour commencer le processus de la REDD+	La Guinée-Bissau	La Zambie
Intégration des questions de gouvernance dans les analyses des moteurs de déboisement et dégradation des forêts		

Annexe 3 -Consignes pour l'exercice de jeu de rôles

Participants sheet (English)

Country description

Your country is “middle”-size, with a decentralized governance system. It has a large forest cover (dense humid forest), with medium rates of DD. The R-PP was approved and the readiness process has been going on effectively for over a year.

Basic information is available regarding the main drivers of deforestation (*Direct: Slash and burn agriculture, fuelwood, significant large-scale agriculture, illegal logging; Underlying: governance, high population growth, poverty, international commodity market demand and prices*), over which there is an overall consensus.

The civil society is organized in a formalized REDD+ platform. The communication channel Government/Civil society is open but the mutual trust is still limited, and the civil society has fears over potential REDD+ impacts on local communities and indigenous people.

So far the REDD+ readiness process has mostly remained within environment/forest sector. There is either no interest or mistrust from other sectors (esp agriculture) over REDD+.

A few private REDD+ pilot-projects have started (early to advanced stage) and 1 large-scale subnational REDD+ programme, all following voluntary market standards and certification schemes.

Guiding questions and recommendations

In designing and proposing a quality NS development process:

1. What strategic information (data, dynamics, etc) will you need to gather and consider in order to decide on the design process of the NS and its content? *(about 0h30)*
2. How will you organize the design process to ensure the NS to be robust, credible and transformational, building a high-level and broad support base, taking into consideration the national circumstances? *(about 1h30)*

Points to keep in mind (among others):

- Strategic decisions that will be required regarding the scope of the strategy and its progressive scaling-up
- Key steps and questions to identify and thoroughly assess, formulate and prioritize REDD+ options
- Integration of complimentary work-streams in the design process (FRL, NFMS, Safeguards)
- Anchoring of REDD+ strategy into cross-sectoral dialogue, political discourse and the national development agenda
- Building high political support and a broad support base
- Addressing enabling policy options that are both critical for success and too big for REDD+ alone (e.g. land tenure or land use planning reforms...)

'Roles' description:

National REDD+ coordinators: Moderator. From the Ministry of Env't/Forestry, in charge of the REDD process. Objective to formulate a National Strategy that complies with UNFCCC requirements, and to mobilise funding for implementation

Other(s) from Ministry of Environment/Forestry: Regularly involved in the REDD+ process. Particularly concerned with their Ministry remaining in charge of REDD+ in Phase 2 (implementation)

Ministry of agriculture: Not much involved in the REDD+ process so far (neither at technical or political level), and seeing REDD+ as a threat rather than an opportunity

Civil society: Particularly interested in pushing environmental and social safeguards (incl issues reg local communities, indigenous people, and gender). Have a strong visibility at the international level, incl towards donors.

Private sector: from agriculture and forestry sector: limited interest in REDD, or concerned regarding REDD+.

International community (donors + UN-REDD)+: Particularly concerned with the quality of the process and document: participation, effectiveness, transformation, performance (results-based actions), etc (see main points above)

Consignes participants (Français)

Description du pays

Votre pays est de grande taille, avec un système de gouvernance centralisé. Le domaine forestier est très large, avec un taux de déforestation relativement faible. Le R-PP a été approuvé et le processus de préparation à la REDD a commencé de manière effective il y a plus d'un an.

Vous disposez d'informations de base sur les moteurs de déforestation, sur lesquels il y a un consensus global (*Direct* : agriculture sur brûlis, bois-énergie, exploitation illégale du bois d'œuvre, peu d'agriculture à grande échelle ; *Sous-jacent* : gouvernance, forte croissance démographique, pauvreté)

La société civile est organisée autour d'une plateforme REDD+ formalisée. Il existe des canaux ouverts de communication entre la société civile et le gouvernement, bien que la confiance mutuelle soit limitée, et la société civile a des craintes importantes quant aux impacts potentiels de la REDD+ sur les communautés locales et les peuples autochtones.

Jusqu'à présent, le processus REDD+ est resté principalement cantonné au secteur environnement/forêt. Il n'y a pas d'intérêt, voire quelques inquiétudes quant à la REDD+ de la part des autres secteurs (notamment agriculture).

Quelques projets pilotes privés ont démarré (niveau préliminaire a avancé) et un programme sous-national à large échelle, suivant des standards du marché volontaire.

Questions structurantes et recommandations

Afin de définir un processus de développement de stratégie nationale de qualité :

1. Quelles sont les informations et éléments (données, dynamiques, etc.) que vous avez besoin de rassembler et prendre en compte afin de définir le processus d'élaboration d'une stratégie nationale et de son contenu ? (env. 30mn)
2. Comment allez-vous organiser un processus d'élaboration de la stratégie nationale robuste, crédible et transformationnel, construisant un soutien large et de haut-niveau, tout en prenant en compte les circonstances nationales ? (env. 1h30)

Eléments à prendre en compte (entre autres) :

- Décisions stratégiques requises quant à l'envergure de la stratégie et son élargissement progressif
- Etapes et questions clés afin d'identifier et évaluer en profondeur les options REDD+, et définir les priorités
- Intégration des travaux complémentaires nécessaires au processus d'élaboration (NR, SNSF, sauvegardes)
- Ancrage de la stratégie REDD+ dans le dialogue intersectoriel, le discours politique et les objectifs nationaux de développement
- Construire un large soutien ainsi qu'à haut niveau politique
- Intégrer les politiques habilitantes à la fois critiques pour le succès de la REDD+ mais aussi trop larges pour la REDD+ seule (réformes d'aménagement du territoire ou sur le foncier)

Description des 'rôles':

Coordinateur national REDD+ (2) : Modérateurs. Du Ministère de l'Environnement/Foresterie. En charge du processus REDD+. Objectif de formuler une stratégie nationale répondant aux besoins de la CCNUCC, et de mobiliser des fonds pour sa mise en œuvre.

Autres personnes du Ministère de l'Environnement/Foresterie : impliqués régulièrement dans le processus REDD+. Intérêt particulier pour que le Ministère garde un rôle proéminent dans le REDD+ en phase 2 (mise en œuvre).

Ministère de l'agriculture : peu impliqués dans le processus REDD+ (que ce soit au niveau technique ou politique), et voyant la REDD+ plutôt comme une menace qu'une opportunité.

Société civile : Particulièrement intéressée à pousser les sauvegardes sociales et environnementales (y compris aspects liés aux communautés locales et peuples autochtones, ainsi que ceux liés au genre). Ont une voix importante au niveau international, y compris auprès des bailleurs

Secteur privé : des secteurs agriculture et forêt : intérêt limité, voire certaines inquiétudes quant à la REDD+

Communauté internationale (bailleurs / ONU-REDD) : particulièrement intéressés à la qualité du processus et du document : participation, efficacité, transformation, performance (actions basées sur les résultats), etc. (voir points de guidage plus haut)

Information supplémentaire comme demandée par les participants

Fournie aux participants pendant les questions directes

	Pays 1 (Francophone)	Pays 2 (Anglophone)
Général	<ul style="list-style-type: none"> - La REDD+ généralement dans le secteur de l'environnement / de la foresterie, pas d'intérêt ou méfiance jusqu'à présent d'autres secteurs (en particulier l'agriculture) - Des grands objectifs et plans nationaux pour le développement agricole 	<ul style="list-style-type: none"> - La REDD+ généralement dans le secteur de l'environnement / de la foresterie, pas d'intérêt ou méfiance d'autres secteurs (en particulier l'agriculture) - Des grands objectifs et plans nationaux pour le développement agricole, notamment via un large investissement privé
Des activités importantes de la REDD+	Déforestation, dégradation	Déforestation, dégradation
Groupes C importants	AGB, BGB	AGB, BGB
Système national de suivi forestier	<p>Progrès sur le système national de suivi forestier</p> <p><i>Données des activités</i> : capacité de suivre la déforestation pour les prochains deux ans, mais pas la dégradation à moyen terme</p> <p><i>Moteurs d'émissions</i> : Données très limitées (Niveau 1)</p>	<p>Progrès sur le système national de suivi forestier</p> <p><i>Données des activités</i> : capacité de suivre la déforestation pour les prochains deux ans, mais pas la dégradation à moyen terme</p> <p><i>Moteurs d'émissions</i> : Données préliminaires de la NFI et projets (Niveau 2)</p>
Niveau de référence	Pas de travail commencé mais un ajustement à la hausse est envisagé	Pas de travail commencé, uniquement des tendances historiques envisagées

Initiatives de la REDD+	Projets pilote validés conformément au VCS et mis en place Initiative sous-nationale à grande échelle avec approbation du PIN	Projets pilote validés conformément au VCS et mis en place Initiative sous-nationale à grande échelle avec approbation du PIN
--------------------------------	--	--

Annexe 4 - Liste des participants

Name	Email	Country/Organization
Partner countries from Africa		
Fiacre Codjo Ahononga	boladefi@yahoo.fr	Benin
Igor Tola Kogadou	tolakogadou@hotmail.com	Central African Republic
Mikael Abakar Ibrahim	abakarmikail@yahoo.fr	Chad
Lucien Manan Dja	luciendja@yahoo.fr	Cote d'Ivoire
Domingo Mbomio Ngomo	domingombomio@yahoo.fr	Equatorial Guinea
Yitebitu Moges Abebe	yitebitumoges@yahoo.com	Ethiopia
Jacques Mouloungou	mouloungou_jacques@yahoo.fr	Gabon
Victor Caperuto	caperutovictor@hotmail.com	Guinea Bissau
Alfred Gichu	alfredgichu@yahoo.com	Kenya
Mamitiana Andriamanjato	ngamamitiana1010@yahoo.fr	Madagascar
Stella Funsani Gama	stellafunsani@gmail.com	Malawi
Yoel Kirschner	malawi.redd.advisor@gmail.com	Malawi
Khalid Cherki	khalidcherki@gmail.com	Morocco
Salisu Mohammed Dahiru	sdahiru85@yahoo.com	Nigeria
Odhiga Odhiga	odighaodigha@ymail.com	Nigeria Cross River State
Hollande Nziendolo	hollandndolo@yahoo.fr	Republic of Congo
Gisèle Loubila	sloubila@yahoo.fr	Republic of Congo
Jaden Tongun Emilio Wani	jtemil53@gmail.com	South Sudan
Fathi Ismail Omer Mohamed	fathitota@gmail.com	Sudan
Evarist Nderinyanga Nashanda	evarist.nashanda@gmail.com	Tanzania
Edjidoméle Richard Gbadoé	redjidomele@yahoo.fr	Togo
Xavier Mugumya	xavierm1962@gmail.com	Uganda
Deuteronomy Kasaro	deutkas@yahoo.co.uk	Zambia
Elsie Attafuah	elsie.atafuah@undp.org	Zambia
Chemist Gumbie	cgum@frchigh.co.zw	Zimbabwe
Partner countries from Latin America		
María del Carmen García Espinosa	maria.garcia@ambiente.gob.ec	Ecuador
Jaime Severino Romo	jaime.severino@conafor.gob.mx	Mexico
CSO, IPO and international partners		
Joseph Itongwa	itojose2000@yahoo.fr	REPALEAC
Edwin Eyang Usang	eddyusang61@yahoo.com	NGO Coalition for Environmental
Lekumok Lemeria Kironyi	kironyison@yahoo.com	CORDS
Alexandra Mueller	alexandra.mueller@giz.de	GIZ
Miharu Furukawa	Furukawa.Miharu@jica.go.jp	JICA
John Ngugi	JohnNgugi.KY@jica.go.jp	JICA
Anders Vatn	Anders.Vatn@mfa.no	Norway
UN-REDD and UN agencies		
Charlotte Jourdain	charlotte.jourdain@fao.org	FAO
Josep Gari	josep.gari@undp.org	UNDP
Fabien Monteils	fabien.monteils@undp.org	UNDP
Estelle fach	estelle.fach@undp.org	UNDP
Danae Maniatis	danae.maniatispro@gmail.com	UNDP
Ela Ionescu	ela.ionescu@undp.org	UNDP
Koji Fukuda	koji.fukuda@undp.org	UNDP
Bruno Hugel	bruno.hugel@undp.org	UNDP
Tim Christophersen	tim.christophersen@unep.org	UNEP
Levis Kavagi	levis.kavagi@unep.org	UNEP
Suzannah Goss	suzannah.goss@unep.org	UNEP
Thais Narciso	thais.narciso@unep.org	UNEP
Daniel Pouakouyou	daniel.pouakouyou@unep.org	UNEP
Ivo Mulder	ivo.mulder@unep.org	UNEP
Lisen Runsten	Lisen.Runsten@consultants.unep-wcmc.org	UNEP WCMC
Mirey Atallah	Mirey.Atallah@un-redd.org	UN-REDD

Annexe 5 - Rapports des groupes de la séance 4

Rapport du groupe Anglophone

- L'engagement des parties prenantes doit être stratégique
- Le discours sur ce que la REDD+ apporte doit être très clair dès le début
- La REDD+ peut faire partie d'une stratégie déjà existante, ou d'une stratégie plus vaste qui incorpore le changement climatique.
- Considérations pour développer une stratégie nationale ou un plan d'action :
 - De quoi avez-vous besoin pour faire de la REDD+ une réussite ?
 - Les questions du pourquoi, quoi et comment sont très importantes
 - Il faut une très bonne planification et consultation et un très bon concept
 - Il faut prendre en compte les sauvegardes sociales et environnementales
 - Besoin d'un bon rapport coût/bénéfice
 - Pragmatisme : assurer que le processus REDD+ va mener à quelque chose et qu'il sera efficace
- La REDD+ doit soutenir la cause du développement national
- Il faut identifier les parties prenantes clés, en particulier les ministères puissants et avoir leur acceptation
- L'information sur la REDD+ et les bénéfices doit arriver non seulement aux zones de projets mais doit aussi être communiquée au niveau national
- Il est important d'avoir une approche de planification substantive
- La REDD+ impactera différents secteurs. L'intégration de la REDD+ aux secteurs importants ne doit pas interférer avec le soutien de l'APD, la REDD+ devant être additionnelle.
- Quel genre de mise en œuvre avons-nous en tête pour la REDD+ ? Financement pour quoi ?
- Dans le processus d'élaborer une stratégie, il est important de relier tout ensemble
- La première question de gouvernance que les gens voient est la corruption. Elle doit être traitée afin de bâtir la confiance
- Les besoins des stratégies nationales de prendre la réalité de la pauvreté en compte lorsque l'on traite des moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts
- Quantifier les échanges dans l'effort de considérer les intérêts de toutes les parties prenantes. Suivre et évaluer les impacts.
- La mobilisation des ressources au niveau pays peut s'avérer nécessaire pour les phases initiales de la REDD+.
- Le gouvernement normalement finance les institutions qui ont déjà plein d'activités, qui ont des sources de financement.
- Le besoin d'un plan d'action solide de communication et de sensibilisation pour la stratégie.
- Le besoin de reconnaître les aspirations des politiques de plus haut niveau, ex. questions de sécurité alimentaire. Ceci doit être reflété dans la stratégie nationale.
- Il est important d'être capable de communiquer avec des chiffres et de quantifier les bénéfices que la REDD+ apporte à un pays. La REDD+ a besoin d'être associée à des bénéfices concrets.
- Recherche d'un consensus et appropriation locale : impliquer toutes les parties prenantes dès le début afin de garantir leur appropriation
- Approche de paysage (géographiquement)

- Quelles zones sont importantes pour la REDD+ ? Lesquelles peuvent être affectées par la stratégie REDD+ ?
- Institutionnellement, toutes les parties prenantes clés doivent avoir des opportunités adéquates pour jouer un rôle.

Rapport du groupe Francophone

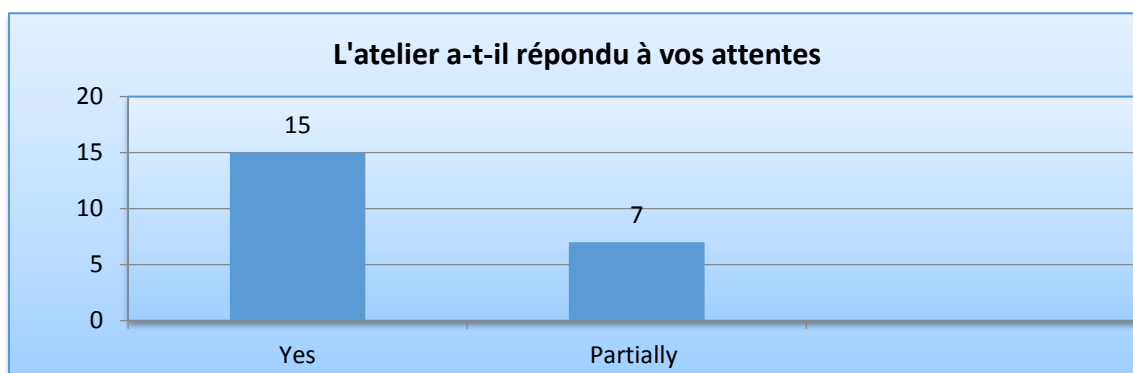
1. *Quelles sont les informations et éléments (données, dynamiques, etc.) que vous avez besoin de rassembler et prendre en compte afin de définir le processus d'élaboration d'une stratégie nationale REDD+ ?*
 - Vision pour la REDD+ (que veut le pays, comment intégrer le processus de planification, comment prendre en compte les aspects économiques). Quelles actions pour y arriver ?
 - Faisabilité :
 - Etudes et analyses socio-économiques (outils), juridiques, impact environnemental.
 - Etudes sur moteurs de déforestation, détaillées, quantitatives, spatialisées, et sur leurs causes directes et indirectes (et gouvernance).
 - Etudes sur les options sur le partage des bénéfices.
 - Analyses légales/textes de base sur aménagement du territoire et affectation des terres.

2. *Comment allez-vous organiser un processus d'élaboration de la stratégie nationale robuste, crédible et transformationnel, construisant un soutien large et de haut niveau, tout en prenant compte les circonstances nationales ?*
 - Elaboration de la stratégie :
 - Pour le partage d'information : Structure institutionnelle d'échange sur l'objet et la vision de la stratégie
 - Groupe de travail sur la stratégie englobant (plus inclusif que dans le RPP)
 - Renforcer les dialogues de politique à haut niveau (supra ministériel) : porté par le Ministère leader sur la REDD+
 - Pour la phase de mise en œuvre de la stratégie :
 - Mise en place de la structure institutionnelle
 - Stratégie de mobilisation des financements
 - Mise en place d'un mécanisme/structure de gestion des fonds
 - Suivi de la performance
 - Renforcer le cadre juridique (lois, arrêtés, décrets) pour mener les actions REDD+ dans le cadre des moteurs ou activités identifiés
 - Détails sur le mécanisme de partage des bénéfices (y compris ses bases légales)
 - Opérationnalisation du SNSF, du SIS
 - Définition du niveau de référence/NER

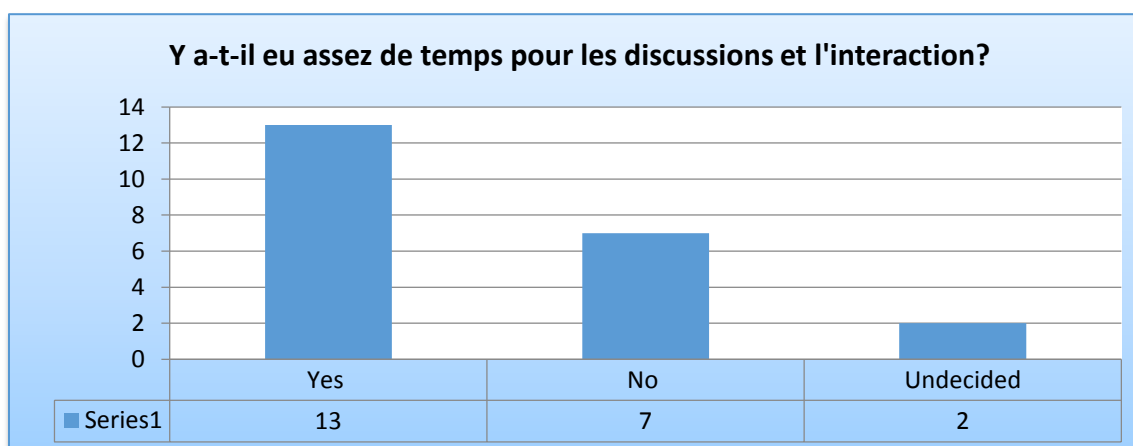
Annexe 6 – Evaluation de l’atelier

Un questionnaire d’évaluation a été remis aux participants à la fin de l’atelier. Le formulaire d’évaluation a été rempli et remis par 22 participants sur 23 représentants (soit 97% des délégués à l’atelier). D’après cette évaluation, la principale attente des participants était de partager les expériences avec les autres pays et d’apprendre les éléments nécessaires pour développer les stratégies REDD+ à l’échelle nationale. D’autres attentes communes consistaient à établir des contacts personnels et engager le dialogue avec les collègues des autres pays pour mieux apprendre sur les stratégies nationales REDD+.

D’après les réponses reçues, 73% des participants ont jugé que l’atelier avait complètement répondu à leurs attentes en fournissant une compréhension globale sur la façon d’élaborer une stratégie REDD+, tandis que 27% trouvaient que leurs attentes avaient été remplies partiellement en ayant espéré une approche plus étape par étape de l’élaboration des stratégies nationales.



La plupart des participants ont trouvé les sessions interactives, productives, informatives, comme plate-forme d’apprentissage sur la façon d’aborder les processus nationaux. Le seul défaut soulevé a concerné l’allocation du temps, et le manque de temps pour les discussions de suivi et les questions. 32% ont noté qu’il aurait fallu plus de temps, alors que 59% ont trouvé qu’il y avait assez de temps pour les discussions.



Au niveau des différentes sessions, les participants ont particulièrement bénéficiés du partage des expériences de la Zambie, de la Tanzanie, de la RDC ainsi que de l'Equateur et du Mexique. En termes de présentation technique, les participants ont trouvé que les sessions sur l'économie verte, le rôle des agences ONU-REDD y compris la session sur la gestion des connaissances avaient beaucoup apporté et constituaient des domaines importants à explorer pour soutenir la mise en œuvre des stratégies REDD+.

L'activité qui a le plus contribué à l'atteinte des objectifs de l'atelier était aussi l'activité la plus interactive : l'exercice de jeu de rôle. Les commentaires ont exprimé que la possibilité de se rencontrer en groupe restreint dans une situation de simulation avait permis de mieux fructifier les échanges d'expérience et de faire penser les participants en dehors des schémas habituels. D'après certains, le jeu de rôle a été un excellent exercice de partage de connaissance éducatif, qui a ajouté une valeur particulière à l'ensemble de l'atelier. Les deux seules insatisfactions ont porté sur le manque de temps consacré à l'exercice et la façon dont cela a restreint les riches expériences et les idées créatives et innovantes partagées, et sur le besoin de préparation pour permettre aux participants de mieux jouer les différents rôles.

Les participants ont décrit ce qu'ils ont appris pendant l'atelier et quels messages ils en rapportaient. La majorité des réponses ont fait référence aux enseignements en matière d'engagement large des parties prenantes dans le processus national, la nature consultative de la formulation de la stratégie, et l'importance d'une vision nationale de REDD+ pour guider l'élaboration de la stratégie. Il a été jugé très appréciable de pouvoir obtenir de l'information sur la façon dont les autres programmes ont abordé la participation des parties prenantes. L'importance de la gestion des connaissances et de l'information pour soutenir le processus a aussi été soulignée parmi les messages clés.

Les recommandations des participants ont porté sur le besoin d'en apprendre plus sur REDD+ dans le cadre des recommandations de la CCNUCC, sur la façon d'accéder aux mécanismes financiers, sur le processus de planification pour l'élaboration de la stratégie en considérant quels sont les éléments clés à considérer et comment produire les différentes composantes pour la préparation à REDD+. Il a aussi été recommandé de fournir plus de conseils en matière de projets REDD+.

Il a également été recommandé de tenir des activités de partage des connaissances de ce type plus régulièrement (potentiellement tous les 3 à 6 mois et en lien avec les rencontres du Conseil d'Orientation) pour mieux apprendre les uns des autres, pour explorer des approches plus interactives et moins de présentations powerpoint. Il a aussi été suggéré que l'ONU-REDD Afrique déploie des missions dans les pays qui n'ont pas encore démarré le développement de leur stratégie pour fournir de l'appui technique et financier.